

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 379

25 mai 2000

SOMMAIRE

(Les) 3 Anges S.A., Differdange	pages 18177, 18178
GENAVIA S.A., Luxembourg General Aviation, Luxembourg	18182
Kerma S.A., Luxembourg	18175
Kyle S.A., Luxembourg	18146
Kyle-Stone Holding S.A., Luxembourg	18173
Larios Holding S.A., Luxembourg	18175, 18177
Laucath S.A., Luxembourg	18177
Legion Portfolios (Luxembourg), Sicav, Luxembourg	18147
Lepuy S.A., Luxembourg	18178
Lofsen Invest S.A., Luxembourg	18182
Loguin S.A., Luxembourg	18181
Marketing Control Holding S.A., Luxembourg	18180, 18181
Mecanical Holding S.A., Luxembourg	18178, 18180
Medical Holding S.A., Luxembourg	18182
Meditor International S.A., Luxembourg	18183
Medi-Way S.A., Luxembourg	18183
Monteria S.A., Luxembourg	18183
Moopy S.A., Luxembourg	18185
Multiadvisers Fund Management Company S.A., Luxembourg	18184, 18185
Murena Holding S.A., Luxembourg	18186
National Project S.A., Luxembourg	18191
NCA, Nouvelles Constructions Artisanales S.A., Ehrlange	18188, 18189
New Style Hairdresser, S.à r.l., Ettelbruck	18186
Nicolux, S.à r.l., Steinfort	18186
O.I.F., Opérations Immobilières et Financières S.A., Luxembourg	18191
Olivetti Group S.A., Italie, Ivrea	18190
Ondine S.A., Luxembourg	18191
Pacific Finance (Bijoux) S.A., Luxembourg	18191
Parfix S.A., Luxembourg	18190
Parginor S.A., Luxembourg	18192
Pharma Invest S.A., Luxembourg	18189, 18190
Pictet Targeted Fund, Luxembourg	18192
Poona S.A., Luxembourg	18192

KYLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 62.084.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 11, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

Signature.

(12581/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

KYLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 62.084.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg, le 8 avril 1999

L'assemblée était ouverte à 9.30 heures au siège social de la société.

L'assemblée était présidée par Monsieur Simon W. Baker, demeurant à Steinsel. Le président a désigné comme secrétaire Mlle Corinne Néré, demeurant à Luxembourg. L'assemblée a élu Mlle Dawn E. Shand, demeurant à Luxembourg, comme scrutateur.

Le Président a déclaré qu'en accord avec la liste de présence ci-annexée la totalité des 1.250 actions était représentée et donc l'assemblée pourra discuter et décider avec validité les points repris à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits en date du 8 avril 1999
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Election du commissaire aux comptes.

Décisions

1. Le bilan et le compte de pertes et profits pour l'année sociale se terminant le 31 décembre 1998 n'étant pas encore disponible, leur présentation est remise à une assemblée ultérieure.

2. Le résultat pour l'année sociale se terminant le 31 décembre 1998 n'étant pas encore disponible, la décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes a été remise à une assemblée ultérieure.

3. Le Commissaire aux Comptes actuel, AUDILUX LIMITED (Isle of Man), a été réélu jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire dans laquelle seront présentés le bilan et le compte de pertes et profits.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée était close à 9.45 heures.

S. W. Baker	C. Néré	D. E. Shand
Président	Secrétaire	Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 11, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12582/000/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

KYLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 62.084.

Assemblée Générale Extraordinaire

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le 22 octobre à 9.30 heures s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme KYLE S.A., ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 62.084.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Simon W. Baker, demeurant à Steinsel.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mlle Corinne Néré, demeurant à Luxembourg. L'assemblée choisit comme scrutateur Mlle Dawn E. Shand, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires ou leurs mandataires et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Il résulte de ladite liste de présence que 1.250 actions sur 1.250 sont représentées.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau, demeurera annexée aux présentes.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants.

Monsieur le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que l'assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du Jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clôturé le 31 décembre 1998

2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation du résultat pour l'exercice au 31 décembre 1998.
4. Décharge au et renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes.
5. Acceptation de la démission de Monsieur Anthony John Nightingale de sa fonction d'administrateur et décharge de son mandat d'administrateur.
6. Acceptation de la nomination de Mademoiselle Corinne Néré dans la fonction d'administrateur.
7. Décharge des mandats des administrateurs.
8. Divers.

II.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est constituée sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, aborde l'ordre du jour et prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de pertes et profits pour l'exercice au 31 décembre 1998.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de reporter la perte aux comptes de l'année 1999.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge à AUDILUX LIMITED (Isle of Man), le Commissaire aux Comptes en fonction pendant la période, et de renouveler le mandat pour l'année au 31 décembre 1999.

Quatrième résolution

Le démission de Monsieur Anthony John Nightingale de sa fonction d'administrateur avec effet au 1^{er} juillet 1999 est acceptée et décharge pleine et entière lui est accordée.

Cinquième résolutoin

La nomination en tant qu'administrateur de Mademoiselle Corinne Néré, demeurant à Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 1999 est acceptée.

Suite aux changements définis sous les points 1 et 2, la nouvelle composition du conseil d'administration est la suivante:

- Simon W. Baker;
- Dawn E. Shand;
- Corinne Néré.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus aucun actionnaire ne demandant la parole, la séance est levée à 10.00 heures. Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants mentionnés à la liste de présence ainsi que le bureau ont signé le présent procès-verbal.

Signature	Signature	Signature
<i>Président</i>	<i>Secrétaire</i>	<i>Scrutateur</i>

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 11, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12582/000/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LEGION PORTFOLIOS (LUXEMBOURG), Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

—
STATUTES

In the year two thousand, on the seventh day of April.
Before Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

There appeared:

1) CITIBANK INTERNATIONAL PLC, having its registered office at 336 Strand, London WC2R 1HB, represented by Gilles Hauben, Maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 5th April, 2000.

2) Jacques Elvinger, Maître en droit, residing at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, represented by Gilles Hauben, prenamed, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 6th April, 2000.

The proxies, signed ne varietur by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme qualifying as «société d'investissement à capital variable» under the name of LEGION PORTFOLIOS (LUXEMBOURG).

Art. 2. Duration. The Corporation is established for an indefinite duration. The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-nine hereof.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of all types and other investments permitted by law, including derivative contracts and instruments, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of the Corporation's portfolio. The Corporation may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes to the full extent permitted to a «société d'investissement à capital variable» by part II of the law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings.

Art. 4. Registered Office. 4.1. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

4.2. In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital and Certification of Shares. 5.1. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at all times be equal to the total net assets of the Corporation as determined in accordance with Article twenty-two hereof.

The capital of the Corporation at the time these articles are adopted, is thirty-five thousand United States dollars (USD 35,000.-), represented by thirty-five (35) shares of no par value of such classes as the Board of Directors or the general meeting of shareholders shall determine.

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of Luxembourg francs 50,000,000.- which shall be reached within 6 months of registration of the Corporation by the supervisory authorities.

5.2. The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article twenty-three hereof at prices based on the Net Asset Value per share or on the Net Asset Value per share of the relevant class determined in accordance with Article twenty-two hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. The Corporation reserves the right to reject any subscription for shares, whether in whole or in part, for any reason. For the purpose of issuing new shares the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions for, receiving payment for and delivering such shares.

5.3. Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in a specific pool of assets consisting of such specific types of securities or other assets, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The Board of Directors may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure, a specific distribution policy or hedging policy or other specific features are applied to each sub-class. When appropriate, references in the Articles hereafter to «class» and «classes» shall also mean a reference to «sub-class» and «sub-classes».

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in United States dollars, be converted into United States dollars and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

5.4. Payment for shares shall be made on such date before the Valuation Date as at which the subscription price for the shares is determined or by such subsequent date as the Board of Directors shall from time to time determine and publicise in the sales documents of the Corporation.

5.5. The Board of Directors shall determine whether the Corporation shall issue shares in bearer form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. Share certificates, if any, shall be signed by two Directors. One or both of such signatures may be facsimile as the Board of Directors shall determine. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

5.6. If bearer share certificates are issued, bearer shares may be converted into nominative shares at the request of the holder of such shares. The Board of Directors may decide that the conversion of nominative shares into bearer shares be authorised. A conversion of nominative shares into bearer shares will be effected by cancellation of the nominative share certificate, if any, and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the Register of Shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into nominative shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate and, if requested, by an entry in the Register of Shareholders and shareholders will receive a confirmation of holding or other certification as determined by the Board of Directors. At the option of the Directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before nominative shares are converted into bearer form, the Corporation may require assurances satisfactory to the Directors that such issuance or conversion will not result in such shares being held by a «U.S. person» as defined in Article eight hereof.

5.7. All nominative shares of the Corporation shall be registered in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated thereto by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of nominative shares, his elected domicile and the number and class of shares held by him. Every

transfer and devolution of a nominative share shall be entered in the Register of Shareholders. Unless the Board of Directors otherwise decides, each holder of nominative shares shall receive a written confirmation of his holding.

5.8. All transfers of nominative shares shall be effected by transfer in writing in any usual or common form and every form of such transfer shall state the full name and address of the transferor and the transferee. The instrument of such transfer of a nominative share shall be signed by or on behalf of the transferor and the transferee. The transferor shall be deemed to remain the holder of such nominative share until the name of the transferee is entered in the Register of Shareholders in respect of such transfer.

The Board of Directors may decline to register any transfer of nominative shares unless the instrument of transfer is deposited at the registered office of the Administrator or at such other place as the Board of Directors may reasonably require together with such other evidence as the Board of Directors may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer.

5.9. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bare owners and usufructaries vis-à-vis the Corporation.

In the event that a share is registered in the name of more than one person, the Corporation may deem the first named holder in the Register to be the representative of all other joint holders and he shall alone be entitled to receive notices from the Corporation.

In the case of bearer share certificates, the Corporation may consider the bearer, and in the case of nominative shares the Corporation may consider the person in whose name the shares are registered in the Register of Shareholders, as the full owner of the shares. The Corporation shall be completely free from every responsibility in dealing with such shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, subject, however, to the condition that the foregoing shall deprive no person of any right which he might have properly to demand the registration or a change in the registration of nominative shares.

5.10. Every person acquiring nominative shares must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of shareholders as his elected domicile.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until a different address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may at any time change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

5.11. If payment made by any subscriber results in the issue of a fraction of a share, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis, if any. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 6. Replacement of certificates. Bearer share certificates, if issued, proved to be mislaid, stolen or destroyed may be replaced by duplicates under such conditions and warranties imposed or permitted by applicable law and as the Corporation may determine consistent therewith. The original share certificate so replaced shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the voiding of the old share certificate.

Art. 7. Restrictions of ownership. 7.1. The Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg. Specifically but without limitation, the Corporation may restrict the ownership of shares in the Corporation by any U.S. person, as defined hereafter.

7.2. The Board of Directors may restrict the ownership of shares of all or certain classes of shares to investors qualifying as institutional investors («Institutional Investors»). For the purpose of this provision, the term «Institutional Investor» may be defined by the Board of Directors in compliance with (i) the rules and regulatory guidelines applicable in Luxembourg and/or (ii) any laws, rules or regulations applicable in the countries in which the shares of the relevant class are offered or distributed or by whose residents or nationals shares are acquired.

7.3. For the purpose of preventing any person from becoming or being a shareholder on the basis of Article 7.1. and 7.2. above (a «Restricted Person»), the Corporation may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Restricted Person who is precluded from holding shares in the Corporation; and

C.- decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares or of any beneficial owner of shares at any meeting of shareholders of the Corporation; and

D.- where it appears to the Corporation that any person precluded from holding shares in the Corporation either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the Board of Directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder.

7.4. The redemption procedure shall be as follows:

(1) The Corporation shall serve a notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the shareholder from whom the shares are purchased.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to, or appearing in, the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of nominative shares, his name shall be removed from the Register of Shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be the redemption price defined in Article twenty hereof, less any service charge as determined by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Corporation or, if applicable, any deferred sales charge.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment in one or more installments to such owner by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Corporation.

7.5. The exercise by the Corporation of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

Art. 8. U.S. Person. Whenever used in these Articles the term «U.S. person» shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended («the 1933 Act») or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors may define the word «U.S. Person» on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

Art. 9. Powers of shareholders' meetings. Any properly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of the shareholders of the Corporation. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Corporation regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. Shareholders' meetings. 10.1. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg on the place specified in the notice of meeting on the second Thursday in the month of September in each year at 11.00 a.m. and for the first time in the year two thousand and one. If such day is not a bank Business Day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank Business Day. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

10.2. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

10.3. If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, and in a Luxembourg newspaper twice at eight-day intervals provided that the second publication must occur at least eight days before the meeting. The Board of Directors may decide to publish such notices in such other newspapers as it may determine. Notice will be sent to the holders of nominative shares eight days prior to the meeting; however, the giving of such notice to nominative shareholders need not be justified to the meeting. If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders shall be mailed by registered mail. The quorums required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

10.4. Each share of whatever class and regardless of its Net Asset Value per share is entitled to one vote, subject to the limitation imposed by these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder and who may be a Director of the Corporation) as his proxy, which proxy shall be in writing or in the form of a cable, telegram, telex or fax.

10.5. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

10.6. Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

10.7. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions of participation in meetings of shareholders.

Art. 11. Notices and Agenda. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors pursuant to notice setting forth the agenda and published as provided in Article ten hereof. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders as permitted by law, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Art. 12. Board of Directors. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. Directors proposed for election listed in the agenda of the annual general meeting shall be elected by the majority of the shares present and voting. Any candidate for Director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Procedures of Board Meetings. 13.1. The Board of Directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

13.2. The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

13.3. The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Corporation or to other contracting parties.

The Board may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

13.4. Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram or telex or fax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may deliberate or act validly only at a duly convened meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Any Director may attend to a meeting of the Board using teleconference means, provided that in such latter event his vote is confirmed in writing.

Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing, or by telegram or telex or fax at such meeting.

13.5. Resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, telexes or fax. The date of the decision contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

13.6. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as permitted by resolution of the Board of Directors.

Art. 14. Minutes of Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two Directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two Directors or by one Director and the secretary or an assistant secretary.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation, subject to such investment restrictions as may apply by law or regulation or these Articles or as may be determined by the Board of Directors in respect of the investments relating to each class of shares.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Conflicts of Interest. 16.1. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, officer or an employee of such other corporation or entity.

16.2. In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee of or by virtue of ownership of or interest in the other contracting party), such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on such transactions, and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

16.3. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CITIBANK N.A., any subsidiary or affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 17. Indemnification. 17.1. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a director or officer of the Corporation shall be indemnified by the Corporation to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

17.2. The words «claim», «actions», «suit», or «proceeding» shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words «liability» and «expenses» shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgements, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

17.3. No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A.- against any liability to the Corporation or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Corporation;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

1) by a court or other body approving the settlement; or

2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors of the Corporation constituting at least a majority of such Board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or

3) by written opinion of independent counsel.

17.4. The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Corporation, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

17.5. Expenses in connection with the preparation and presentation of a defence to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article seventeen may be advanced by the Corporation, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article seventeen.

Art. 18. Signatory Powers. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or individual signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Audit. The operations of the Corporation and its financial situation, including particularly its books, shall be supervised by one or several auditors, who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honorableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the law of thirtieth March one thousand nine hundred and eighty-eight regarding collective investment undertakings. The auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditors in office may be replaced at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 20. Redemption of Shares. 20.1. As is more specifically described herein below, the Corporation shall have the power to redeem its own shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

20.2. A shareholder of the Corporation may request the Corporation to redeem, from time to time and at the frequency determined for each class by the Board of Directors and specified in the sales documents, all or any part of his shares of the Corporation by notification to be received by the Corporation prior to the date on which the applicable Net Asset Value shall be determined or published. In the event of such request, the Corporation will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant

to Article twenty-two hereof. Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

20.3. The Board of Directors may decide, in respect of each class of shares, that shares shall not be redeemable for an initial period, to be determined by the Board of Directors, from the date of issue of the shares.

20.4. The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twenty-two hereof. There may be deducted from the Net Asset Value a redemption charge, if any, or any deferred sales charge, if any, payable to a distributor of shares of the Corporation and an estimated amount representing the costs and expenses which the Corporation would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant pool to meet redemption requests of such size, if any, as contemplated in the sales documents of the Corporation, or a proportional amount of any unamortized organizational expenses, if any, and after conversion (if applicable) of the redemption proceeds from the reference currency into the currency requested by the shareholder in the written redemption request at the applicable rate of exchange and after deduction of the costs and expenses associated with such currency conversion. Payment in the currency of denomination of the relevant share class shall be made as soon as practicable, in one or more installments, within forty-five calendar days after the applicable Valuation Date.

20.5. Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Corporation in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Corporation in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the sales documents of the Corporation.

20.6. If a redemption or conversion of some shares of a class (as provided in Article twenty-four hereafter) would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum subscription amount of the relevant class as provided for in the sales documents of the Corporation, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, then such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

20.7. Further, if redemption requests and conversion requests relate to more than a certain percentage of the Shares in issue of a specific class, to be determined from time to time by the Directors and published in the sales documents of the Corporation, the Board of Directors may decide that part or all of such Shares for redemption or conversion will be deferred for a period that the Board considers to be in the best interests of the Corporation. On such a deferred date these redemption and conversion requests may be met, if the Directors so decide, in priority to later requests.

20.8. The Board of Directors may extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Corporation shall be invested. Payment of redemption proceeds may in such event be effected in a different currency.

20.9. Under special circumstances, which include, without limitation, suspension of the net asset calculation of an investment fund, default or delay in payments due to the Corporation from banks, brokers and others, the Corporation may in turn delay redemption payments to shareholders. The right to receive proceeds in respect of the redemption of all or part of a shareholder's holding of shares tendered for redemption is contingent upon the Corporation having sufficient liquidity to discharge its liabilities on the date on which the redemption proceeds are to be paid, as provided in the relevant sales documents of the Corporation. The Corporation may also defer payment of proceeds of a redemption if, in the judgement of the Board of Directors of the Corporation, the liquidation of securities required to raise sufficient funds to pay redemption proceeds will be unduly burdensome to the Corporation or is likely to have adverse consequences for the remaining shareholders.

20.10. The Board of Directors may in its absolute discretion mandatorily redeem any holding of a class of shares with a value of less than the minimum holding for that class of shares to be determined from time to time by the Board of Directors and to be published in the sales documents of the Corporation as being the minimum subscription amount for the class of shares concerned, or, in the case of a shareholder for whom the minimum subscription amount was waived, any holding of a class of shares with a value of less than the aggregate value of shares of the relevant class, for which the shareholder originally subscribed.

Written notice of the proposed mandatory redemption by the Corporation shall be given not more than forty, and not less than ten Business Days in advance to any shareholder whose shares are to be redeemed.

Art. 21. Mandatory Redemption and Consolidation of Share Classes. 21.1. In the event that for any reason the Net Asset Value of any pool of assets relating to any class of shares was lower than five million (5,000,000.-) United States dollars, the Corporation may, upon a prior notice given to the holders of shares of such class, proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Date at which such decision shall take effect. In such event the Corporation may proceed as provided in article seven paragraph (D), subparagraphs (1) and (3).

21.2. The Corporation may also redeem shares of any shareholder if the Board of Directors of the Corporation determines that any of the representations given by the shareholder were not true and accurate or have ceased to be true and accurate or that the continuing ownership of shares by the shareholder would cause an undue risk of adverse tax consequences to the Corporation or any of its shareholders. The Corporation may also redeem shares of a shareholder if it determines that the continuing ownership of shares by such shareholder may be prejudicial to the Corporation or any of its shareholders.

Registered holders shall be notified in writing. The Corporation shall inform holders of bearer shares by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporation.

21.3. The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of share and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another undertaking for collective investment against issue of shares of such other undertakings for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned.

21.4. Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class of shares or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made within one month before the date on which such consolidation shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, except for any deferred sales charge, before the implementation of any such transaction.

21.5. There shall be no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Corporation and any resolution on this subject may be taken by simple majority. Resolutions to be passed by any class meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another undertaking for collective investment shall be subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 of these Articles, except when a merger is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign-based undertaking for collective investment, in which case the resolutions shall only be binding upon such shareholders who shall have voted in favour of the merger proposals.

Art. 22. Calculation of Net Asset Value. 22.1. For the purpose of determining the issue, conversion and redemption price thereof, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined in respect of each class of shares by the Corporation from time to time on the dates to be determined by the Board of Directors, at least once monthly (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Date»).

22.2. The Corporation may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value per share of any class, the issue of the shares of such class and the redemption of the shares of such class as well as conversions of or into shares of any class:

(a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed on which a significant portion of the Corporation's investments attributable to such class is quoted and such market or exchange is the main market or exchange for a significant part of the Corporation's investments attributable to a class, provided that the closing of such exchange affects the valuation of the investments of the Corporation quoted thereon; or during any period when dealings on such market or stock exchange are substantially restricted or suspended, provided such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Corporation attributable to a class quoted thereon;

(b) during any period when the Net Asset Value of one or more investment funds, in which the Corporation will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Corporation, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Date;

(c) during any period when there exists any state of affairs which, in the opinion of the Directors, constitutes an emergency as a result of which disposition by the Corporation of investments owned by it and attributable to such class of shares is not practicable or would be seriously prejudicial to the shareholders;

(d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Corporation's investments attributable to any particular class of shares or of current prices on any stock exchange as aforesaid; or

(e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Corporation attributable to any class of shares cannot promptly or accurately be ascertained; or

(f) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realization or in the payment for any of the Corporation's investments cannot in the opinion of the Board of Directors be carried out at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be publicised by the Corporation in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Corporation shall notify shareholders requesting redemption of their shares by the Corporation of such suspension at the time of the filing of the irrevocable written request for such redemption, as specified in Article twenty hereof. The determination of the Net Asset Value per share of any class, the issue of the shares of any class to subscribers and the redemption of shares by shareholders may also be suspended in the event of the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such publication.

Such suspension as to any class of shares will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, purchase and conversion of the shares of any other class.

22.3. The Net Asset Value of shares in the Corporation shall be expressed as a per share figure of each class, and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the relevant class by the number of shares in issue at the close of business in Luxembourg as of such Valuation Date (including shares in relation to which a shareholder has requested redemption on such Valuation Date). All Valuation Regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, corporation or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value (the «delegate of the Board»), shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a director or a duly authorized representative of the delegate of the Board.

22.4. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable;
- c) all shares or units in undertakings for collective investment, all bonds, time notes, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation, provided that the Corporation may make adjustments, in a manner not inconsistent with Section 22.5. below, with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividend, ex-rights, or by similar practises;
- d) all stock and stock dividends receivable by the Corporation;
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary organizational expenses of the Corporation, including the cost of issuing and distributing shares of the Corporation, insofar as the same have not been written off; and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

22.5. The value of such assets shall be determined as follows:

- a) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- b) investments in listed securities will be valued at the last reported closing price. If a security is listed on several stock exchanges, the last available sales price at the stock exchange which constitutes the main market for such securities shall be used. For securities, for which trading on the relevant stock exchange is thin and secondary market trading is done between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Corporation may decide to value such securities in line with prices offered by such market makers;
- c) shares in an undertaking for collective investment of the open-ended type will be valued at the last value which is computed for such securities on the same Valuation Date, failing which the last available net asset value computed prior to the Valuation Date or estimated on the basis of the information available to the Corporation, if in the opinion of the Board of Directors, such estimated net asset value is deemed more accurate in the light of the interests of the shareholders of the Corporation;
- d) other types of securities which are not traded on any stock exchange are to be valued, if dealt in on any other regulated market, in a manner as near as possible to that described in the preceding paragraphs, unless the Corporation determines that some other form of quotation better reflects their fair values, in which event that form of quotation will be used;
- e) liquid assets will be valued at their face value with interest accrued;
- f) assets denominated in a currency other than the currency in which the Net Asset Value of the relevant class of shares is expressed will be converted into this latter currency at the latest available middle market exchange rate. In that context, account shall be taken of hedging instruments to be used to cover foreign exchange risks;
- g) in order to value the classes of shares whose Net Asset Value will be expressed in different currencies, the assets allocated to such class of shares will be converted into the currency in which the Net Asset Value of that class of shares is expressed, taking into account all pending hedging transactions.

22.6. The Corporation may apply different rules of valuation in respect of each class of shares as this appears to be appropriate in the light of the investment made, provided that one set of rules shall be applied to the valuation of all assets allocated to a specific class of shares.

Where the Corporation deems it appropriate to do so in light of the interest of the shareholders, the Corporation is entitled to deviate from the valuation rules set out above, in valuing the assets attributable to a class of shares by adding to the prices referred to above an amount reflecting the estimated costs of the acquisition of corresponding assets in the event the Corporation expects further investments to be made on behalf of such class, or by deducting from the prices referred to above an amount reflecting the estimated cost of the disposal of such assets, in the event the Corporation expects investments attributable to such class to be sold.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the Corporation is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of its assets.

22.7. Notwithstanding the foregoing, where on any Valuation Date the Corporation has contracted to:

- 1) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Corporation and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Corporation;
 - 2) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Corporation and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Corporation;
- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Corporation.

22.8. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Corporation (including accrued fees for commitment for such loans);

c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Date falls on the declaration date or is subsequent thereto, and the amounts of any such dividends declared but for which coupons have not been presented and which have thus not been paid;

e) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors; and

f) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature, reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by capital stock of the Corporation.

22.9. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, including performance related fees, fees and expenses of accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance premiums, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, the cost of a quotation of the shares in the Corporation on any stock exchange or other market and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

22.10. The net assets attributable to a given class of shares shall mean the assets of the Corporation as herein above defined, which are to be attributed to a specific class of shares, less the portion of liabilities of the Corporation as herein above defined as of the close of business on the Valuation date on which the Net Asset Value is being determined, which are to be attributed to such class of shares.

22.11. For the purpose of calculating the Net Asset Value per share of each class the Board of Directors shall establish a pool of assets for one or more classes of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) if within any pool class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefor shall reduce, as from the time of acquisition, from the proportion of such class of the net assets of the relevant pool;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool and/or class;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular pool or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant pool and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense allocable to a specific pool or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets of such pool which is attributable to the class concerned.

22.12. - Each such pool of assets and liabilities shall consist of cash, a portfolio of securities and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation to the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of a specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to the same pool and which shall be allocated to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out above shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

(1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

(2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

(3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such

class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

(4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class or classes.

22.13. The Board of Directors may further invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares pursuant to section 22.11 of this Article (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. For such purpose the Board of Directors shall form an enlarged asset pool («Enlarged Pool») by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Pool concerned.

The assets of the Enlarged Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Pool at the time or receipt.

22.14. The Board of Directors may from time to time resolve to issue a separate class of shares (the «new class») which shall be convertible into another class of shares (the «initial class») in accordance with the provisions set forth below. In such case, the Board of Directors may resolve to issue the new class at a fixed offer price which shall be payable at the end of a subscription period defined by the Board of Directors in respect of such class. Proceeds of such issue shall be allocated to a separate specific pool of assets and liabilities as provided by subsection 22.11 hereof, provided, however, that the investment of the cash in conformity with the investment policy for such share class shall be made on a pooled basis with the investments of the initial class, so that the assets of the initial class and the portion of the assets of the new class which have been invested pursuant to the investment policy of the initial class, shall form an enlarged asset pool.

The assets to which each such share class shall be entitled in the enlarged asset pool shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by each share class and dividends, interest and other distributions of an income nature received in respect of the assets of the enlarged asset pool shall be immediately credited to the participating share classes in proportion to the respective entitlements to the assets in the enlarged asset pool at the time of receipt.

If at any time the Board of Directors determines that the level of investments made in respect of the new share class is such that the proceeds of the issue of such class have been substantially fully invested in accordance with the then applicable investment objectives and policies of the initial class, the Board of Directors may resolve to dissolve the specific pool established in respect of the new share class and to have all assets and liabilities thereof commingled with those attributable to the initial class, and the shares of the new class shall be converted into shares of the initial class whereby the Net Asset Value of each share of the new class shall be adjusted to be equal to the Net Asset Value of a share of the initial class, and the Board of Directors shall be authorised to allot additional shares of the initial class, or as the case may be, to cancel shares of the new class, and to recognize fractional entitlement to shares of the initial class in a manner to adjust the respective holding of each holder of shares of the new class in the light of the total Net Asset Value of his holding of such shares.

22.15. For the purpose of determination of the Net Asset Value per share, the Net Asset Value attributable to each class of shares shall be divided by the number of shares of the relevant class issued and outstanding on the Valuation Date.

For these purposes:

a) Shares to be redeemed under Article twenty shall be treated as outstanding until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in that Article, and from such time and until paid, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) Shares specified in any purchase notice served by the Corporation under Article seven shall be treated as outstanding until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in that Article and from such time until deposited with a bank pursuant to said Article seven, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Corporation in accordance with the provisions of that Article;

c) Shares subscribed for and sold by the Corporation shall be deemed to be issued and outstanding as of the time of acceptance of any subscription and the entry thereof on the books of the Corporation which, in general, shall be immediately following the close of business on the Valuation Date to which their subscription is applicable.

22.16. If the Board of Directors so resolves, the Net Asset Value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

Art. 23. Subscription Price. Whenever shares of the Corporation shall be offered by the Corporation for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be based upon the Net Asset Value per share of the relevant class on the date on which the application for subscription for shares is accepted, subject always to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the sales documents of the Corporation.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Such Net Asset Value may be increased by a premium to the benefit of the Corporation or a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Corporation when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions all such amounts as determined from time to time by the Board and published in the sales documents of the Corporation.

Art. 24. Conversions of Shares. Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values on the next Valuation Date of the shares of the relevant class, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency and timing of conversion or types of shares to be converted and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine in taking into account the interest of the Corporation and its shareholders.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of May of each year and shall terminate on the last day of April of the following year and for the first time on 30th April, 2001.

The accounts of the Corporation shall be expressed in United States dollars. Where there shall be different classes of shares as provided for in Article 5 hereof and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into United States dollars and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 26. Dividends. 26.1. The general meeting of shareholders shall, within the limits provided by law, determine how the results of the Corporation shall be disposed of, and may from time to time, upon proposal of the Board of Directors, declare, or authorize the Board of Directors to declare, dividends.

Dividends may further include an allocation from an equalisation account which may be maintained and which, in such event, will be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares of an amount calculated by reference to the accrued income attributable to the shares in the Corporation.

Any resolution as to the distribution of dividends to shares of a class which relates to a specific pool of assets, shall be subject only to a vote, at the majority set forth above, of the holders of shares of the class, or classes which relate to such pool.

26.2. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class upon decision of the Board of Directors.

26.3. Dividends declared may be paid in United States dollars or in any other freely convertible currency selected by the Board of Directors or in shares of the Corporation and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds to the currency of their payments.

26.4. No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

26.5. The Board of Directors may decide that dividends shall be automatically reinvested in accordance with, and subject to, the Corporation's investment objectives, policies and restrictions in respect of the relevant class of shares.

26.6. Payments of dividends, if any, will be made by bank transfer or by cheque to holders of nominative shares at their addresses in the Register of Shareholders or as they may direct.

26.7. Payments of dividends, if any, to holders of bearer shares, and notice of declaration of such dividends, will be made to such shareholders in the manner that the Board of Directors shall determine from time to time in accordance with Luxembourg law. The bearer share certificates may, at the discretion of the Board of Directors, contain a set of dividend coupons with or without a talon to obtain additional dividend coupons. The dividend coupons and talon, if any, in such a case will bear the same number as the share certificates to which they belong. Payments of dividends to holders of bearer share certificates, if any, will be made in such a case against tender of the dividend coupons and such payment against tender will constitute absolute proof of the discharge of the Corporation from its liability therefor.

26.8. A dividend declared but not collected on a bearer share, when no coupon is tendered for such dividend or a dividend not collected on a nominative share, within a period of five years from the payment date, may not thereafter be claimed by the holder of such share, and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such actions on behalf of the Corporation to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared and being held by the Corporation for the account of holders of shares.

Art. 27. Custody. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the law on collective investment undertakings (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law. All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use its best endeavors to appoint, within two months of such retirement, another financial institution to act as custodian and upon doing so, the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall within two months appoint a new custodian.

After termination of the appointment of the Custodian as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to effect the transfer of all assets of the Corporation to the new Custodian.

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

Art. 29. Amendments to Articles. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of meetings of each of such relevant class.

Art. 30. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial companies and amendments thereto, as well as the law of March thirtieth, nineteen hundred and eighty-eight on Collective Investment Undertakings and amendments thereto.

Subscription and payment

The above mentioned parties have subscribed for the number of shares in the proportion mentioned hereinafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares
1) CITIBANK INTERNATIONAL PLC	34,000.-	34
2) Jacques Elvinger	<u>1,000.-</u>	<u>1</u>
Total	35,000.-	35

These shares have been subscribed for at an issue price of thousand United States Dollars (1,000.- USD) per share and fully paid in cash, evidence of which has been provided to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions set forth in Article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies have been observed. The subscribers declare that, upon determination by the Board of Directors pursuant to Article five, second paragraph, of the classes of shares which the Corporation has and will issue, they will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Valuation

For the good order, the initial share capital is valued at one million four hundred seventy-one thousand two hundred and eighty-six Luxembourg francs (1,471,286.- LUF).

Costs

The above-named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be paid by the Corporation as a result of its formation, amount approximately to 300,000.- Luxembourg francs.

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The following persons are appointed directors:

- Philippe Collot, Vice President, CITIBANK (SWITZERLAND), Geneva
- Jacques Elvinger, Partner, ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, Luxembourg
- Nigel Fielding, General Manager, Global Fund Services, BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A., Luxembourg
- Peter Jan Kroon, Vice President, CITIBANK (SWITZERLAND), Geneva
- Madhav Misra, Chief Executive for Alternative Investments, CITICORP TRUST, NA. (CALIFORNIA), San Francisco.

Second resolution

The following has been appointed as auditor:

ERNST & YOUNG, 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Corporation is fixed at 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg City on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, the said persons appearing signed together with the undersigned notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausend, am siebten Tag im April.

Vor dem unterzeichneten Notar Edmond Schroeder, mit Amtssitz in Mersch.

Sind erschienen:

1) CITIBANK INTERNATIONAL PLC. mit eingetragenem Sitz in 336 Strand, London WC2R 1HB, vertreten durch Gilles Hauben, Maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht gegeben am 5. April 2000.

2) Jacques Elvinger, Maître en droit, wohnhaft in 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxemburg, vertreten durch Gilles Hauben, oben genannt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht gegeben am 6. April 2000.

Die Vollmachten, welche von den Parteien und dem Notar ne varietur unterzeichnet wurden, bleiben dieser Urkunde beifügt und werden mit dieser registriert.

Die oben genannten Parteien, handelnd in den obengenannten Eigenschaften, haben den Notar gebeten die Satzung der Luxemburger Gesellschaft, welche sie gemeinsam zu gründen erklären, wie folgt aufzuzeichnen:

Art. 1. Name. Es wird hiermit zwischen den Unterzeichneten und weiteren Personen, welche gegebenenfalls in Zukunft ausgegebene Anteile erwerben, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft mit dem Status einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter der Firma LEGION PORTFOLIOS (LUXEMBOURG) gegründet.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft besteht für unbestimmte Dauer. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Anteilhaber aufgelöst werden, welcher in der in Artikel 29 vorgeschriebenen, für die Änderung dieser Satzung bestimmten, Weise gefasst werden muss.

Art. 3. Gegenstand. Der alleinige Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung gestellten Mittel in Wertpapiere jeder Art und andere, vom Gesetz erlaubte Anlagen, inklusive Derivate, mit dem Zweck eine Risikomischung der Anlagen zu erreichen und den Anteilhabern das Ergebnis der Verwaltung des Portefeuilles der Gesellschaft zugute kommen zu lassen. Die Gesellschaft kann alle Massnahmen ergreifen und jegliche Handlungen vornehmen, welche sie zum Erreichen und Erfüllen ihres Gesellschaftszwecks als nützlich erachtet und zwar in dem vollsten Umfang wie es einer «société d'investissement à capital variable» durch das Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen erlaubt ist.

Art. 4. Geschäftssitz. 4.1. Der Geschäftssitz der Gesellschaft ist in Luxemburg Stadt im Grossherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

4.2. Falls der Verwaltungsrat erachtet, dass aussergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an dem Gesellschaftssitz oder die ungehinderte Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Geschäftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Aufhören dieser ungewöhnlichen Zustände ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Massnahmen haben keinen Einfluss auf die nationale Zugehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet einer zeitweiligen Verlegung des Geschäftssitzes ins Ausland, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Kapital und Inhabertifikate. 5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist in Anteilen ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Gesamtnettovermögenswert gemäss Artikel 22 dieser Satzung.

Zum Zeitpunkt der Festsetzung dieser Satzung beträgt das Gesellschaftskapital fünfunddreissigtausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika («US-Dollar») (35.000,- USD) und ist in fünfunddreissig (35) Anteile ohne Nennwert eingeteilt, welche den Klassen angehören die der Verwaltungsrat oder die Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmen wird.

Das Mindestkapital der Gesellschaft ist der Gegenwert in US-Dollar von fünfzig Millionen (50.000.000,-) Luxemburger Franken; dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten vom Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

5.2. Der Verwaltungsrat ist ohne Beschränkung ermächtigt, jederzeit weitere volleingezahlte Anteile gemäss Artikel 23 dieser Satzung zu einem aufgrund des Nettovermögenswertes pro Anteil oder des Nettovermögenswertes pro Anteil der jeweiligen Klasse gemäss Artikel 22 dieser Satzung bestimmten Preis auszugeben. Dabei braucht er den bestehenden Anteilhabern kein Zeichnungsvorrecht für die auszugebenden Anteile einzuräumen. Die Gesellschaft hat das Recht, nach freiem Ermessen, Zeichnungsanträge für Anteile ganz oder teilweise zurückzuweisen. Zum Zweck der Ausgabe von neuen Anteilen kann der Verwaltungsrat jedem ermächtigten Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlung dafür entgegenzunehmen sowie die Anteile auszugeben.

5.3. Je nach Beschluss des Verwaltungsrats können diese Anteile verschiedenen Klassen angehören und die Erlöse aus der Ausgabe der Anteile einer oder mehrerer Klassen werden gemäss Artikel 3 dieser Satzung in einer spezifischen Vermögensmasse, die aus von dem Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit zu bestimmenden, spezifischen Arten von Aktien- oder anderen Aktiva besteht, angelegt.

Der Verwaltungsrat kann ausserdem entscheiden, innerhalb einer Anteilklasse zwei oder mehrere Sub-Klassen zu schaffen, deren Aktiva laut der spezifischen Anlagepolitik der betreffenden Klasse angelegt werden, wo jedoch eine spezifische Gebührenstruktur für die Ausgabe und Rücknahme der Anteile, eine spezifische Ausschüttungspolitik oder Kurssicherungspolitik oder andere besondere Massnahmen für jede Sub-Klasse angewandt werden. Falls angebracht, sind die Referenzen in den Artikeln zu «Klasse» und «Klassen» mit den Referenzen zu «Sub-Klasse» und «Sub-Klassen» gleichgesetzt. Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches jeder Anteilklasse zuzurechnen ist, falls es nicht in US-Dollar ausgedrückt ist, in US-Dollar umgerechnet, und das Gesellschaftskapital entspricht der Gesamtheit des Nettovermögens sämtlicher Anteilklassen.

5.4. Die Zahlung für die Anteile ist am Tag vor dem Bewertungstag vorzunehmen, der für die Bestimmung des Ausgabepreises für diese Anteile massgeblich ist, oder an solchem späteren Tag, wie es der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht wird.

5.5. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Anteile in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhaberanteilszertifikate ausgegeben werden, werden sie in solchen Stückelungen herausgegeben, wie vom Verwaltungsrat festgelegt. Falls Anteilszertifikate herausgegeben werden, werden diese von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder

beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrats per Faksimile sein. Die Gesellschaft kann provisorische Anteilszertifikate in einer Form ausgeben welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

5.6. Falls Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anteilseigners Inhaberanteile in Namensanteile, umgewandelt werden. Der Verwaltungsrat kann entscheiden ob eine Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile erlaubt ist. Eine Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile geschieht durch Annullieren des Namensanteilszertifikats (falls ein solches ausgestellt wurde) und durch Ausgabe an dessen Stelle von einem oder mehreren Inhaberanteilszertifikaten und ein Vermerk wird im Anteilseignerregister eingetragen um dieses Annullieren zu bestätigen. Eine Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile wird durch Annullieren der Inhaberanteilszertifikate und, falls dies angefordert wird, durch einen im Anteilseignerregister eingetragenen Vermerk betätigt und der Anteilseigner wird eine Bestätigung seines Anteils Guthabens oder eine vom Verwaltungsrat zu bestimmende andere Form von Bescheinigung erhalten. Je nach Beschluss der Verwaltungsratsmitglieder können die Kosten einer solchen Umwandlung dem Anteilseigner, welcher diese beantragt hat, in Rechnung gestellt werden.

Bevor Anteile in Inhaberform ausgegeben werden und bevor Namensanteile in Inhaberform umgewandelt werden, kann die Gesellschaft von den Betroffenen verlangen den Verwaltungsratsmitgliedern in einer als genügend erscheinenden Weise versichern, dass diese Ausgabe oder Umwandlung nicht zum Besitz dieser Anteile durch eine «Person der Vereinigten Staaten» (welche in Artikel 8 dieser Satzung definiert sind) führt.

5.7. Alle Namensanteile der Gesellschaft sind in das Anteilseignerregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren von der Gesellschaft dafür bestimmten Personen geführt wird, und dieses Anteilseignerregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensanteilen, seinen vereinbarten Wohnort, die Zahl und Klasse der ihm gehörigen Anteile beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang eines Namensanteils ist ins Anteilseignerregister einzutragen.

Vorausgesetzt der Verwaltungsrat hat nicht anderweitig bestimmt, erhält der Eigner von Namensanteilen eine schriftliche Bestätigung über den Besitz seiner Anteile.

5.8. Alle Übertragungen von Namensanteilen geschehen durch eine schriftliche Übertragung in gewöhnlicher oder gemeinsamer Form und jede Form einer solchen Übertragung soll den vollständigen Namen und die Adresse des Übertragenden und des Übernehmers darlegen. Das Instrument einer solchen Übertragung eines Namensanteils soll durch oder für den Übertragenden und Übernehmer unterschrieben werden. Der Übertragende wird so lange als Inhaber des Namensanteils erachtet, bis der Name des Übernehmers durch diese Übertragung in das Anteilseignerregister eingetragen wurde.

Der Verwaltungsrat kann sich weigern eine Übertragung von Namensanteilen zu registrieren, bis das Übertragungsinstrument am eingetragenen Sitz des Verwalters hinterlegt wird, oder an einem anderen Ort, der vom Verwaltungsrat in angemessener Weise bestimmt wird, zusammen mit einem anderen Beweis, den der Verwaltungsrat in angemessener Weise bestimmt, um zu zeigen, dass der Übertragende das Recht hat, eine solche Übertragung zu tätigen.

5.9. In dem Fall eines Miteigentums oder eines blossen Eigentums mit getrennten Niesgebrauchs, ist die Gesellschaft befugt die Ausübung jeweiliger Rechte im Zusammenhang mit den betroffenen Anteilen auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Miteigentümer oder der blossen Eigentümer und Niesbrauchberechtigten gegenüber der Gesellschaft bestimmt wurde.

Falls ein Anteil im Namen von mehreren Personen eingetragen ist, ist die Gesellschaft berechtigt anzunehmen, dass der als erster im Register eingetragene Inhaber Bevollmächtigter sämtlicher anderer Mitbesitzer, und als solcher als einziger berechtigt ist Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberanteilen ist die Gesellschaft berechtigt den Inhaber, und im Fall von Namensanteilen ist die Gesellschaft berechtigt, die Person, in deren Namen die Anteile im Anteilseignerregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Besitzer der Anteile anzusehen. Bei sämtlichen dieser Anteile betreffenden Massnahmen ist die Gesellschaft von Verpflichtungen gegenüber Dritten frei und sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüchen von anderen Personen hinsichtlich oder auf diese Anteile als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer Person aus, die ordnungsgemässe Eintragung eines Namensanteils oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

5.10. Jede Person, welche Namensanteile erwirbt, muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bescheide der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird ebenfalls als vereinbarter Wohnsitz ins Anteilseignerregister eingetragen.

Falls ein solcher Anteilseigner keine solche Adresse angibt, ist die Gesellschaft befugt dies im Anteilseignerregister zu vermerken und als Adresse dieses Anteilseigners gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Anteilseignerregister eingetragene Adresse, und dies so lange bis dieser Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Anteilseigner kann jederzeit die im Register eingetragene Adresse durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an der Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird, abändern lassen.

5.11 Falls die Zahlung von einem Zeichner zur Ausgabe von Bruchteilen an Anteilen führt, ist die Person, welche auf solche Bruchteile Anrecht hat, nicht befugt zu wählen, jedoch ist sie berechtigt zum Ausmass wie für die Berechnung von Bruchteilen bestimmt, von der Gesellschaft Dividenden und andere Ausschüttungen (falls solche vorgenommen werden) anteilmässig zu erhalten. Im Falle von Inhaberzertifikaten werden nur solche herausgegeben die ganze Anteile darstellen.

Art. 6. Ersatz von Zertifikaten. Inhaberzertifikate (falls solche herausgegeben wurden) für welche hinlänglich nachgewiesen wurde dass sie verlegt, gestohlen oder zerstört wurden, können, zu den Bedingungen und Garantien, die gemäss den anwendbaren Gesetzen notwendig und zulässig sind und, so wie es im Einklang mit diesen von der Gesellschaft bestimmt wird, durch eine Zweitausfertigung des Anteilzertifikates ersetzt werden. Die so ersetzten Original-Anteilzertifikate werden als nichtig erklärt.

Beschädigte Anteilsurkunden können auf Anordnung der Gesellschaft gegen neue umgetauscht werden. Die beschädigten Anteilszertifikate müssen der Gesellschaft übergeben werden und sind unverzüglich zu annullieren.

Die Gesellschaft kann nach ihrem Gutdünken den Anteilsinhaber mit den Kosten der Zweitausfertigung und mit den angemessenen Ausgaben belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Urkunde oder im Zusammenhang mit der Vernichtung des alten Anteilzertifikats, entstanden sind.

Art. 7. Besetzbeschränkungen. 7.1. Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Anteilen der Gesellschaft durch jede Person, Firma oder Gesellschaft beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solcher Besitz der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen Gesetze oder Vorschriften, ob Luxemburger oder ausländische, bildet, oder falls dadurch die Gesellschaft den Steuergesetzen von anderen Staaten als dem Grossherzogtum Luxemburg unterworfen wird. Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Anteile der Gesellschaft durch Personen der Vereinigten Staaten (die nachfolgend definiert werden) beschränken.

7.2. Der Verwaltungsrat kann den Besitz der Anteile aller oder einiger Anteilklassen für Investoren, die sich als institutionelle Investoren («Institutionelle Investoren») kennzeichnen, beschränken. Zum Zweck dieser Vorkehrung wird der Ausdruck «Institutioneller Investor» durch den Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit (i) den Regeln und Richtlinien, die in Luxemburg anwendbar sind und/oder (ii) jeden Gesetzen, Regeln oder Bestimmungen, die in den Ländern angewandt werden, in denen die Anteile der bestimmten Klasse angeboten oder vertrieben werden oder deren Einwohner und Staatsbürger die Anteile erwerben, definiert.

7.3. Um zu vermeiden, dass eine Person Anteilhaber wie in Artikel 7.1. und 7.2. wird oder ist (eine «Vorbehaltene Person»), kann die Gesellschaft:

A)- es ablehnen Anteile auszugeben und es ablehnen im Register eine Übertragung von Anteilen einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass infolge einer solchen Eintragung oder Übertragung das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Anteile einer Vorbehaltenen Person zugute kommt, und

B)- sie kann jederzeit von Personen, deren Namen im Anteilseignerregister eingetragen sind oder, welche die Eintragung einer Anteilsübertragung im Anteilseignerregister beantragen, eine durch eidesstaatliche Erklärung gestützte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält um entscheiden zu können, ob die Anteile des betreffenden Anteilhabers sich im wirtschaftlichen Eigentum einer Vorbehaltenen Person befinden welche von dem Eigentum von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist und

C)- sie kann es ablehnen, bei einer Anteilsinhabersversammlung der Gesellschaft, Stimmen einer Person welche von dem Eigentum von Anteilen ausgeschlossen ist oder eines wirtschaftlichen Eigentümers von Anteilen anzunehmen, und

D)- sie kann, falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine Person welche von dem Eigentum von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen der wirtschaftliche Eigentümer von Anteilen ist, oder falls gefälschte Zertifikate und Garantien vorgelegt wurden, oder es unterlassen wurde die vom Verwaltungsrat bestimmten Zertifikate und Garantien vorzulegen, von diesem Anteilsinhaber zwangsweise sämtliche oder ein Teil der von ihm gehaltenen Anteile zurückkaufen oder zurückkaufen lassen.

7.4. Der Rückkauf geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Anteilsinhaber, in dessen Besitz sich solche Anteile befinden oder der im Anteilsbuch als Inhaber der zu kaufenden Anteile erscheint, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die, wie oben erwähnt zu kaufenden, Anteile aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Anteilhabers der die Anteile gekauft hat.

Eine solche Mitteilung wird dem Anteilsinhaber durch frankiertes Einschreiben an die letzte bekannte Adresse, oder die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft erscheint, zugestellt. Dieser Anteilsinhaber ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilhabenzertifikat oder die Anteilhabenzertifikate der in der Kauferklärung aufgeführten Anteile auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages, hört der Anteilsinhaber auf, berechtigter Inhaber der in der Kauferklärung aufgeführten Anteile zu sein und im Fall von Namensanteilen, wird sein Name in dem Anteilseignerregister gestrichen und im Fall von Inhaberanteilen werden das Anteilhabenzertifikat oder die Anteilhabenzertifikate annulliert.

(2) Der für diese Anteile zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der in Artikel 20 definierte Rückkaufpreis, gemindert um den von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmten Kostenabzug, der in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht wurde oder, wenn zutreffend, um etwaige bei Rücknahme fällig werdende Verkaufskommissionen.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Inhaber der Anteile wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rückkaufpreises der Anteile der betroffenen Klasse festgesetzten Währung geleistet. Nach dessen endgültiger Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder sonstwo befindlichen Bank hinterlegt und zwar zwecks Auszahlung in einer oder mehreren Raten an diesen Inhaber gegen Übergabe des in der Kauferklärung erwähnten Anteilhabenzertifikats oder Anteilhabenzertifikate zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen. Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Besitzer kein Recht an diesen Anteilen sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von dieser Bank zu erhalten, und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate, wie dies oben beschrieben wurde. Beträge, die einem Anteilsinhaber gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünf-Jahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum abgehoben werden, können nachher nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die notwendigen Befugnisse, von Zeit zu Zeit die Schritte zu unternehmen welche notwendig sind, um den Heimfall abzuschliessen und um dazu im Namen der Gesellschaft sämtliche Schritte zu veranlassen.

7.5. Die Ausübung durch die Gesellschaft der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Anteile einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die wahren Besitzverhältnisse anders waren als sie der Gesellschaft am Tag der Käufer-

klärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 8. Person der Vereinigten Staaten. Wenn in dieser Satzung der Ausdruck «Personen der Vereinigten Staaten» verwendet wird, hat er die gleiche Bedeutung wie in der jeweils gültigen Regel S des Securities Act von 1933 der Vereinigten Staaten von Amerika, wie abgeändert (das «1933 Gesetz») oder wie in der Vorschrift oder dem Gesetz, welches in Zukunft in den Vereinigten Staaten von Amerika in Kraft treten und die Regel S oder das 1933 Gesetz ersetzen wird. Der Verwaltungsrat kann auf Basis dieser Bestimmungen den Begriff «Person der Vereinigten Staaten» definieren und diese Definition in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlichen.

Art. 9. Befugnisse der Anteilinhaber-versammlung. Jede ordnungsgemäss zusammengetretene Anteilinhaberversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilinhaber der Gesellschaft. Ihre Entscheidungen sind bindend für sämtliche Gesellschafter, ungeachtet der von ihnen gehaltenen Anteilklassen. Sie ist in umfassender Weise befugt Massnahmen anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen, welche sich auf den Betrieb der Gesellschaft beziehen.

Art. 10. Anteilinhaberversammlung. 10.1. Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht an einem in der Einberufung bezeichneten Ort in Luxemburg, am zweiten Donnerstag des Monats September um elf Uhr morgens und zum ersten Mal im Jahr 2001 statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht geöffnet sind, wird die jährliche Hauptversammlung am nächsten Bankgeschäftstag abgehalten. Die jährliche Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach dem abschliessenden Urteil des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Umstände dies erfordern.

10.2. Andere Anteilinhaberversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung dargelegt sind.

10.3. Falls Inhaberanteile im Umlauf sind, wird die Einberufung zur Anteilinhaberversammlung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations von Luxemburg, so wie in einer Luxemburger Zeitung zweimal mit je acht Tagen Abstand veröffentlicht, unter der Massgabe dass die zweite Veröffentlichung wenigstens acht Tage vor der Versammlung stattfindet. Der Verwaltungsrat kann beschliessen Veröffentlichungen der Einberufungen in andern, von ihm zu bestimmenden, Zeitungen vorzunehmen. Die Einberufung wird den Namensanteilsinhabern 8 Tage vor der Versammlung versandt. Diese Art der Einberufung an Namensanteilsinhaber braucht aber nicht der Versammlung nachgewiesen zu werden. Falls es nur Namensanteile gibt und keine Veröffentlichungen vorgenommen werden, wird die Einberufung an die Anteilinhaber per Einschreiben verschickt. Das vom Gesetz festgesetzte Quorum ist für die Durchführung der Anteilinhaberversammlung massgebend, sofern nichts anderes hierin festgelegt ist.

10.4. Unter dem Vorbehalt der von dieser Satzung festgelegten Beschränkungen gewährt jede Aktie eine Stimme, was auch immer die Klasse ist, welcher sie angehört und ohne Berücksichtigung des Nettovermögenswerts des Anteils. Ein Anteilinhaber kann sich bei der Anteilinhaberversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Anteilinhaber zu sein braucht und welche ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann schriftlich oder in Form von Kabel, Telegramm, Telex oder Telekopie sein.

10.5. Ausser bei Widerruf behält eine solche Vollmacht ihre Gültigkeit für eine jeweilige neueinberufene Anteilinhaberversammlung.

10.6. Falls nichts anderes hierin festgelegt ist oder vom Gesetz verlangt wird, werden Beschlüsse einer ordentlich einberufenen Anteilinhaberversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden gefasst.

10.7. Der Verwaltungsrat bestimmt alle übrigen Bedingungen, welche Anteilinhaber erfüllen müssen, inklusive, ohne dass dies irgendwie einschränkend wäre, Bedingungen zur Teilnahme an Anteilinhaberversammlungen.

Art. 11. Ladung und Tagesordnung. Anteilinhaberversammlungen werden vom Verwaltungsrat durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten und welche gemäss Artikel 10 dieser Satzung veröffentlicht werden, einberufen. Die Tagesordnung wird von dem Verwaltungsrat vorbereitet, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund der vom Gesetz vorgesehenen schriftlichen Anfrage von Anteilinhabern statt; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Falls alle Anteilinhaber bei einer Anteilinhaberversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Geschäfte, die bei einer Anteilinhaberversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind) sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang aufkommen.

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern geleitet. Dabei ist es nicht erforderlich, dass die Verwaltungsratsmitglieder Anteilinhaber der Gesellschaft sind.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von den Anteilinhabern auf ihrer jährlichen Hauptversammlung für einen Zeitraum bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung und bis zur Wahl und dem Amtsantritt ihrer Nachfolger gewählt. Verwaltungsratsmitglieder, welche in der Tagesordnung zur Wahl auf der jährlichen Hauptversammlung vorgeschlagen sind, werden durch die Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Anteile gewählt. Kandidaten zur Wahl von Verwaltungsratsmitgliedern, welche nicht in der Tagesordnung zur Hauptversammlung vorgeschlagen sind, können nur durch Mehrheit der sich im Umlauf befindenden Anteile gewählt werden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit oder ohne Begründung abgewählt werden und jederzeit durch Beschluss der Anteilinhabere ersetzt werden.

Falls das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds infolge Tod, Pensionierung oder aus anderen Gründen vakant wird, können die übrigen Mitglieder durch Mehrheitsbeschluss ein neues Verwaltungsratsmitglied wählen und das vakante Amt bis zur nächsten Versammlung der Anteilinhaber versehen.

Art. 13. Verwaltungsratsordnung. 13.1. Der Verwaltungsrat kann einen Vorsitzenden aus dem Kreis seiner Mitglieder wählen und kann aus dem Kreis der Mitglieder einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er

kann ebenfalls einen Schriftführer wählen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und welcher für die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen und Versammlungen der Anteilsinhaber verantwortlich ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Ladung seines Vorsitzenden oder zweier Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Ladung angegeben ist.

13.2. Der Vorsitzende führt bei allen Anteilsinhaberversammlungen den Vorsitz oder falls dieser nicht anwesend ist, oder falls er verhindert ist den Vorsitz zu führen, wird der Vorsitz von dem stellvertretenden Vorsitzenden oder einem anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten, Verwaltungsratsmitglied als zeitweiliger Vorsitzender geführt, oder in deren Abwesenheit oder Handlungsunfähigkeit können die Anteilsinhaber ein anderes Verwaltungsratsmitglied, einen leitenden Angestellten der Gesellschaft oder eine andere von ihnen bestimmte Person durch Mehrheitsbeschluss der an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile zum zeitweiligen Vorsitzenden bestimmen.

13.3. Der Verwaltungsrat wird von Zeit zu Zeit die leitenden Angestellten der Gesellschaft, inklusive eines Generaldirektors, stellvertretender Generaldirektoren oder anderer leitender Angestellten ernennen, welche für den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft als notwendig angesehen werden. Diese brauchen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Anteilsinhaber der Gesellschaft zu sein. Insofern nichts anderes in dieser Satzung vorgesehen ist, haben die ernannten leitenden Angestellten die Befugnisse und Aufgaben, welche ihnen von dem Verwaltungsrat anvertraut werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die tagtägliche Leitung der Verwaltung und der Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie seine Befugnisse Massnahmen innerhalb der Geschäftspolitik und des Geschäftszwecks der Gesellschaft auszuführen, an solche leitende Angestellte oder an andere vertraglich bestimmte Personen übertragen.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls jede seiner Befugnisse an einen Ausschuss übertragen, der aus einer oder mehreren Personen (ob Mitglieder des Verwaltungsrats oder nicht) bestehen, wie der Verwaltungsrat für richtig empfindet.

13.4. Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind zu jeder Sitzung mindestens 24 Stunden vor ihrem Beginn schriftlich zu laden, ausser wenn sich aus Umständen eine besondere Dringlichkeit ergibt, in welchem Fall die Natur dieser Umstände in der Ladung darzulegen ist. Auf diese Ladung kann seitens der Verwaltungsratsmitglieder durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telex oder Telekopie verzichtet werden. Spezifische Ladungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Der Verwaltungsrat kann nur wirksam beraten und beschliessen in einer ordentlich zusammengerufenen Sitzung. Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. In dem Fall wo in einer Sitzung die Zahl der Stimmen für und wider einen Beschluss gleich sind, ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einer Sitzung durch Telekonferenz beiwohnen, vorausgesetzt, dass in einem solchen Falle seine Entscheidungen schriftlich bestätigt werden.

Verwaltungsratsmitglieder, welche nicht in Person anwesend oder durch einen Vertreter vertreten sind können schriftlich oder durch Telegramm, oder Fernschreiben oder Telekopie bei dieser Sitzung abstimmen.

13.5. Beschlüsse, welche von sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterschrieben sind, haben die gleiche Wirksamkeit, als wären sie bei einer ordentlich zusammengerufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleichen Beschlusses und können durch Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie nachgewiesen werden.

13.6 Die Mitglieder des Verwaltungsrates können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen binden, es sei denn, dies wäre durch einen Beschluss des Verwaltungsrates genehmigt.

Art. 14. Protokoll des Verwaltungsrates. Das Protokoll jeder Sitzung des Verwaltungsrats wird vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von dem zeitweiligen Vorsitzenden der Sitzung oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterschrieben.

Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, welche in gerichtlichen Verfahren oder sonstwie vorgelegt werden sollen, müssen vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch ein Verwaltungsratsmitglied und dem Schriftführer oder dem stellvertretenden Schriftführer unterzeichnet sein.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, die Gesellschafts- und Anlagepolitik hinsichtlich der Anlagen, welche sich auf jede Klasse von Anteilen beziehen, nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, sowie die Geschäftsführung und Leitung der Angelegenheiten der Gesellschaft. Dies geschieht unter Beachtung der gemäss Gesetz oder Verordnung oder dieser Satzung vom Verwaltungsrat im Zusammenhang mit den für jede Anteilsklasse vorzunehmenden Anlagen festgesetzten Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat hat die weitesten Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft sämtliche Massnahmen zwecks Verwaltung oder Verfügungen durchzuführen. Sämtliche Befugnisse, welche nicht spezifisch vom Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Anteilsinhaber vorbehalten sind, sind in dem Kompetenzbereich des Verwaltungsrats.

Art. 16. Interessenkonflikte. 16.1 Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam gemacht, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder leitende Angestellte der Gesellschaft in solch anderer Gesellschaft oder Firma ein Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder sonstige Angestellte dieser Gesellschaft oder juristischen Person sind.

16.2 Falls ein Mitglied des Verwaltungsrats oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft an einem Geschäft mit der Gesellschaft ein persönliches Interesse hat und zwar ein anderes als das welches dadurch entsteht, dass er Verwaltungsratsmitglied, leitender oder sonstiger Angestellter oder Besitzer von Anteilen oder sonstigen Interessen in der anderen Vertragspartei ist, muss dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat

von diesem persönlichen Interesse Mitteilung machen und er darf weder an der Beratung, noch an der Beschlussfassung über das Geschäft teilnehmen und dieses Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten wird der nächsten Hauptversammlung der Anteilhaber mitgeteilt.

16.3 Der Begriff «persönliches Interesse», der in dem vorhergehendem Satz verwendet wurde, bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen in Angelegenheiten, Positionen oder Geschäften der CITIBANK N.A., deren Tochtergesellschaften oder verbundene Gesellschaften oder von sonstigen Gesellschaften oder juristischen Personen die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat frei bestimmt werden.

Art. 17. Abfindung. 17.1. Unter dem Vorbehalt der nachher erwähnten Ausnahmen und Beschränkungen hat jede Person, welche ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, das Recht durch die Gesellschaft so vollständig wie vom Gesetz erlaubt auf Ersatz für Verpflichtungen und für sämtliche Aufwendungen, welche ihr billigerweise im Zusammenhang mit einem Anspruch, Klage, Forderung oder einem Prozess entstehen, in welchen sie als Partei oder sonstwie aufgrund ihrer jetzigen oder früheren Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter mit hineingezogen wird, sowie für Beträge, welche sie zahlt, oder welche ihr in Rechnung gestellt werden, bei einem Vergleich.

17.2. Die Wörter «Anspruch», «Klage», «Forderung» oder «Prozess» in diesem Zusammenhang beziehen sich auf sämtliche Ansprüche, Klagen, Forderungen oder Prozesse (Zivilprozesse, strafrechtliche Prozesse oder andere, einschliesslich Berufungen), welche bestehen oder welche bevorstehen, und die Wörter «Verpflichtung» und «Aufwendungen» beinhalten, ohne Begrenzung, Anwaltskosten, Kosten, Verurteilungen und Beträge, welche bei einem Vergleich gezahlt werden, Geldstrafen, Strafen und andere Verpflichtungen.

17.3. Die Ersatzpflicht entfällt für jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden leitenden Angestellten:

A)- bei einer Verpflichtung gegenüber der Gesellschaft oder deren Anteilhabern wegen eines groben Fehlers, Treulosigkeit, Fahrlässigkeit oder bewusster Nichtbeachtung der Aufgaben, welche seine Stellung beinhaltet;

B)- im Zusammenhang mit anderen Angelegenheiten, falls es endgültig befunden wird, dass er nicht in gutem Glauben gehandelt hat und in der vernünftigen Überzeugung, dass seine Handlung in dem besten Interesse der Gesellschaft war;

C)- im Fall eines Vergleichs, es sei denn in dem Fall, wo befunden wird, dass dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte keinen groben Fehler, Treulosigkeit, Fahrlässigkeit oder bewusste Nichtbeachtung der in seiner Funktion enthaltenen Aufgaben begangen hat und zwar:

(1) durch ein Gericht oder ein anderes Gremium, welches den Vergleich annimmt; oder

(2) durch die Entscheidung von zwei Dritteln der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft welche nicht selbst von diesen Ansprüchen, dieser Klage, dieser Forderung oder von diesem Prozess betroffen sind, und welche eine Mehrheit dieses Verwaltungsrats darstellen;

(3) durch schriftliches Gutachten eines aussenstehenden Rechtsberaters.

17.4. Das hier vorgesehene Recht auf Ersatz kann durch die Gesellschaft über Versicherungspolice versichert sein und gilt für jeden einzelnen und berührt keine anderen Rechte, welches ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter jetzt oder später hat, und gilt auch für Personen, welche aufgehört haben, Verwaltungsratsmitglied oder leitende Angestellte zu sein und geht an die Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter einer solchen Person über. Nichts von dem hier Vorgesehenen soll Rechte mit Bezug auf Entschädigung beeinträchtigen, welche den Mitgliedern des Personals der Gesellschaft, welche nicht Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte sind, vertraglich oder gemäss dem Gesetz sonstwie zustehen.

17.5. Aufwendungen, welche im Zusammenhang mit der Vorbereitung und dem Vorbringen einer Verteidigung gegen Ansprüche, Klagen und Forderungen oder Prozesse in der in diesem Artikel 17 beschriebenen Art stehen, können von der Gesellschaft vorgestreckt werden, bevor darüber endgültig verfügt wird und zwar im Gegenzug einer Verpflichtung des oder den betroffenen leitenden Angestellten oder Verwaltungsratsmitglieder, diese Beträge zurückzuzahlen, falls es sich nachher herausstellt, dass kein Anrecht auf die unter diesem Artikel 17 vorgesehenen Ersatzansprüche besteht.

Art. 18. Unterschriftsbefugnisse. Die Gesellschaft wird durch die doppelte Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die einzelne Unterschrift von jeder anderen Person, an welche solche Befugnisse vom Verwaltungsrat übertragen worden sind, verpflichtet.

Art. 19. Buchprüfung. Die Tätigkeit der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, sowie insbesondere deren Bücher werden von einem oder mehreren Buchprüfern überwacht, welche den Aufforderungen des Luxemburger Gesetzes betreffend deren Ehrbarkeit und berufliche Erfahrung Genüge leisten müssen, und diese müssen die vom Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Aufgaben ausführen. Die Buchprüfer werden von der jährlichen Hauptversammlung der Anteilhaber für eine Periode gewählt, welche am Tag der nächsten jährlichen Hauptversammlung und bis zur Wahl deren Nachfolger endet.

Die zur Zeit genannten Buchprüfer können jederzeit durch die Anteilhaber mit oder ohne Grund ersetzt werden.

Art. 20. Rückkauf der Anteile. 20.1. Wie es in den nachfolgenden Bestimmungen im Einzelnen dargelegt wird, hat die Gesellschaft die Befugnis eigene Anteile unter Beachtung der alleinigen vom Gesetz festgesetzten Beschränkungen jederzeit zurückzukaufen.

20.2. Jeder Anteilhaber der Gesellschaft kann die Gesellschaft auffordern durch Zustellung des Rücknahmeantrages welcher vor dem Tag an welchem der zutreffende Nettovermögenswert errechnet oder veröffentlicht wird bei der Gesellschaft einzutreffen hat, sämtliche oder einen Teil seiner Anteile der Gesellschaft zurückzukaufen, was von Zeit zu Zeit und für jede Klasse zu einer Frequenz die vom Verwaltungsrat festgelegt wird, und die in den Verkaufsdokumenten aufgeführt wird. In diesem Fall wird die Gesellschaft diese unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 22 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rückkäufe durch die Gesellschaft zurückzukaufen. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Anteile werden annulliert.

20.3. Der Verwaltungsrat kann für jede Anteilsklasse entscheiden, dass die Anteile während der Anfangsperiode, die vom Verwaltungsrat festgesetzt wird, nicht rückkaufbar sind, beginnend mit dem Tag der Ausgabe der Anteile.

20.4. Der Anteilinhaber bekommt Zahlung eines Rückkaufpreises, welcher auf Grundlage des Nettovermögenswerts pro Anteil der betroffenen Klasse im Einklang mit den Vorschriften des Artikels 21 dieser Satzung berechnet wird. Vom Nettovermögenswert kann eine Rücknahmegebühr, falls vorhanden, oder eine bei Rücknahme fällige Verkaufsgebühr, falls vorhanden, zugunsten der Vertriebsstelle des Fonds, sowie ein Betrag welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, welche der Gesellschaft bei Realisierung des betroffenen Prozentsatzes der Vermögenswerte in der betroffenen Vermögensmasse entstehen würden, um daraus den Rücknahmeantrag in der Grössenordnung, falls vorhanden, zu finanzieren, wie dies in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft vorgesehen ist, oder einen proportionalen Betrag für nicht amortisierte organisationelle Ausgaben, falls vorhanden, und nach der Umwandlung (falls anwendbar) der Rücknahmeerträge von der Referenzdevisen in die Devisen, die vom Anteilinhaber im schriftlichen Rücknahmeantrag zum anwendbaren Wechselkurs beantragt wurde, und nach Abzug der in Verbindung mit der Devisenumwandlung entstandenen Kosten und Ausgaben. Die Zahlung wird in der Währung der betroffenen Anteilsklasse so schnell wie möglich, in einer oder mehreren Raten, innerhalb 45 Kalendertagen nach dem zutreffenden Bewertungstag geleistet.

20.5. Ein Rücknahmeantrag muss durch den Anteilinhaber in solcher Weise und zusammen mit solchen Dokumenten, wie vom Verwaltungsrat in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft bestimmt, beim Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an den Büros einer von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dem Rückkauf der Anteile dazu bestimmten physischen oder juristischen Person eingereicht werden.

20.6. Falls durch den Rückkauf oder die (in Artikel 24 beschriebene) Umwandlung von einigen Anteilen einer bestimmten Klasse die Anzahl von Anteilen dieser Klasse eines Anteilinhabers unter den minimalen Subskriptionsbetrag der betreffenden Klasse, wie er in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft steht, oder, falls der Mindestzeichnungswert zur Zeit der Zeichnung für die betroffene Klasse aufgehoben wurde, falls dieser Wert unter den Gesamtwert der Anteile der betroffenen Klasse, für welche der Anteilinhaber ursprünglich zeichnete, fällt, dann kann für diesen Anteilinhaber gelten, dass er, je nach Fall, den Rückkauf oder die Umwandlung von sämtlichen Anteilen dieser Klasse beantragt hat.

20.7. Weiterhin falls an einem bestimmten Tag Rückkauf- oder Umwandlungsanträge sich auf mehr als vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit zu bestimmenden und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlichten Prozentsatz der in Umlauf befindlichen Anteile einer Klasse beziehen, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass der Rückkauf oder die Umwandlung aller oder eines Teils dieser Anteile hinausgeschoben wird für eine Zeitspanne, die der Verwaltungsrat im besten Interesse der Gesellschaft bestimmt. An dem Tag, auf den dies aufgeschoben wurde, können die Rückkauf- oder Umwandlungsanträge prioritär, falls der Verwaltungsrat es so entscheidet, zu späteren Anträgen behandelt werden.

20.8 Im Falle von Behinderungen durch Devisenkontrollbestimmungen oder ähnlichen Einschränkungen in Märkten, in welchen ein bedeutender Teil des Vermögens der Gesellschaft angelegt ist, kann der Verwaltungsrat die Zahlungsfrist bei Rücknahmen verlängern, wie es nötig ist, den Erlös vom Verkauf von Anlagen zurückzuführen. Die Zahlung des Rücknahmepreises kann in einem solchen Falle in einer anderen Währung geleistet werden.

20.9 Die Gesellschaft kann die Zahlungen der Rückkäufe an die Anteilinhaber unter speziellen Voraussetzungen verzögern, unter anderem im Falle einer Einstellung der Rechnung des Nettovermögenswertes des Investmentfonds, die Unterlassung oder Verspätung der Zahlungen der Banken, Agenten und anderen an die Gesellschaft. Das Recht, die Rücknahmeerträge aller oder einiger der Anteile, die zum Rückkauf angeboten wurden, zu erhalten ist abhängig davon, dass die Gesellschaft genügend flüssige Mittel besitzt, um seine Schulden am Tag, wo die Rücknahmeerträge zu bezahlen sind, so wie es in den betreffenden Verkaufsdokumenten der Gesellschaft vorgesehen ist, zu entrichten. Die Gesellschaft kann weiterhin die Zahlung der Rücknahmeerträge hinausschieben, falls der Verwaltungsrat der Gesellschaft glaubt, dass die Liquidation der Wertpapiere, die nötig ist, um genügend Mittel zu erhalten um die Rücknahmeerträge zu bezahlen, für die Gesellschaft erdrückend ist oder nachteilige Konsequenzen für die restlichen Anteilinhaber hat.

20.10 Der Verwaltungsrat ist befugt, zwangsweise einen Anteilinhaber seine Anteile einer Anteilsklasse, die einen Wert unter demjenigen haben, welcher von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat als Mindestzeichnungsbetrag für die betroffene Klasse von Anteilen bestimmt wird und in den Verkaufsdokumenten veröffentlicht, oder in dem Fall wo der Mindestzeichnungsbetrag für den Anteilinhaber aufgehoben wurde, Anteile eines Inhabers einer Anteilsklasse deren Wert unter demjenigen der Anteile der vom Anteilinhaber ursprünglich gezeichneten Klasse liegt, zurückzukaufen.

Die Gesellschaft wird dem Anteilinhaber dessen Anteile zwangsweise zurückgekauft werden sollen maximal vierzig und minimal zehn Geschäftstage vorher davon benachrichtigen.

Art. 21. Zwangsrücknahme und Zusammenschliessung von Anteilsklassen. 21.1. Falls aus welchem Grund auch immer der Nettovermögenswert einer Vermögensmasse, welche zu einer Anteilsklasse gehört, unter fünf Millionen US Dollar (5.000.000,- USD) fällt, kann die Gesellschaft nach vorheriger Benachrichtigung der Besitzer von Anteilen dieser Klasse eine Zwangsrücknahme aller Anteile dieser Klasse vornehmen und zwar zum Nettovermögenswert, welcher (mit Hinblick auf die effektiven Realisationspreise der Anlagen und der Realisierungskosten) an dem Bewertungstag bestimmt wird, wo diese Entscheidung in Kraft tritt. In diesem Fall wird die Gesellschaft gemäss Artikel 7 Paragraph D) Absatz 1) und 3) vorgehen.

21.2. Die Gesellschaft kann ausserdem Anteile der Anteilinhaber zurückkaufen, falls der Verwaltungsrat der Gesellschaft herausfindet, dass die Darstellungen der Anteilinhaber nicht korrekt und genau sind, oder dass sie aufhören richtig und genau zu sein, oder dass der fortdauernde Besitz der Anteile durch die Anteilinhaber kein angemessenes Risiko der nachteiligen Steuer-Konsequenzen für die Gesellschaft oder Anteilinhaber mit sich bringen wird. Die Gesellschaft kann weiterhin Anteile der Anteilinhaber zurückkaufen, falls sie der Meinung ist, dass der fortdauernde Besitz der Anteile durch den Anteilinhaber für die Gesellschaft oder die Anteilinhaber nachteilig ist. Besitzer von Namensanteilen werden

schriftlich davon benachrichtigt. Die Gesellschaft wird Besitzer von Inhaberanteilen durch Veröffentlichung eines Rücknahmebescheides in den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen benachrichtigen, es sei denn, sämtliche Anteilsinhaber und ihre Adressen seien der Gesellschaft bekannt.

21.3 Die Hauptversammlung der Anteilsinhaber einer oder mehrerer Anteilsklassen kann ebenfalls beschliessen die Vermögenswerte dieser Anteilsklasse(n) in die Vermögensmasse einer anderen bestehenden Anteilsklasse zu übertragen und die Anteile der jeweiligen Klasse(n) in Anteile der anderen Anteilsklasse zu verwandeln (falls nötig nach Aufteilung oder Zusammenlegung und der Auszahlung an die Anteilhaber des Betrages, der dem Wert von Bruchteilen an Anteile entspricht, oder falls dies beschlossen wird, durch Anerkennung von wirtschaftlichen Rechten an Bruchteilen von Anteilen). Eine solche Versammlung der Anteilsklasse kann ebenfalls beschliessen die Aktiva und Verbindlichkeiten dieser Anteilsklasse(n) an andere Organismen für gemeinsame Anlagen einzubringen gegen Ausgabe von Anteilen dieser Organismen für gemeinsame Anlagen, welche an die Anteilsinhaber der betroffenen Anteilsklasse(n) ausgeschüttet werden.

21.4. Ein solcher Beschluss wird durch die Gesellschaft veröffentlicht und die Veröffentlichung wird Informationen über die neuen Anteilsklassen oder den betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen beinhalten.

Diese Veröffentlichung erfolgt wenigstens ein Monat vor dem Datum, wo diese Verschmelzung stattfinden soll, damit die Anteilsinhaber der betreffenden Anteilsklasse(n) den Rückkauf ihrer Anteile ohne Kosten, ausser etwaige bei Rücknahme fällig werdende Verkaufskommissionen, verlangen können, bevor die Operation durchgeführt wird.

21.5. Es gibt keine Quorumvorschriften für eine Hauptversammlung, welche die Verschmelzung von mehreren Anteilsklassen innerhalb der Gesellschaft beschliesst und Beschlüsse in diesem Zusammenhang werden durch einfache Mehrheit getroffen. Beschlüsse, die durch die Hauptversammlung einer oder mehrerer Anteilsklassen genommen werden hinsichtlich des Einbringens der Aktiva und Passiva einer oder mehrerer Anteilsklassen an einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, unterliegen den Quorum und Mehrheitsregeln, welche in Artikel 29 dieser Satzung beschrieben sind, ausser wenn diese Verschmelzung mit einem offenen Anlagefonds (Fonds Commun de Placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen stattfindet. In letzteren Fällen sind die Beschlüsse nur bindend für jene Anteilsinhaber, welche den Verschmelzungsplänen zugestimmt haben.

Art. 22- Bestimmung des Nettovermögenswertes. 22.1. Für die Bestimmung des Ausgabe, Umwandlungs- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert pro Anteil für sämtliche Anteilsklassen periodisch von der Gesellschaft festgelegt, an den Tagen, die vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, wenigstens einmal monatlich (ein jeder solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt).

22.2. Die Gesellschaft kann jederzeit und von Zeit zu Zeit die Bestimmung des Nettovermögenswertes pro Anteil einer jeden Anteilsklasse, sowie die Ausgabe von Anteilen dieser Klasse und die Rücknahme von Anteilen dieser Klasse sowie die Umwandlung von oder in Anteile einer Klasse aussetzen:

(a) während jeder Zeitspanne (welche nicht normale Feiertage oder übliche Wochenendtage sind), während der ein Markt oder eine Börse, an welchem ein wesentlicher Teil der dieser Anteilsklasse zuzurechnenden Anlagen der Gesellschaft notiert sind, geschlossen ist, falls dieser Markt oder diese Börse den hauptsächlichen Markt oder Börse für einen wesentlichen Teil der dieser Anteilsklasse zuzurechnenden Anlagen der Gesellschaft darstellt, unter dem Vorbehalt, dass eine solche Schliessung die Bewertungen der dort notierten Anlagen der Gesellschaft beeinträchtigt; oder während eines Zeitraums wo der Handel an einem solchen Markt oder Börse wesentlich eingeschränkt oder ausgesetzt ist, unter dem Vorbehalt, dass diese Einschränkung oder Aussetzung die Bewertung der Anlagen der Gesellschaft, welche einer Klasse von Anteilen zuzurechnen sind und dort notiert sind, beeinträchtigt; oder

(b) während jedes Zeitraumes, wenn der Nettovermögenswert eines oder mehrerer Investment Funds, in welchen die Gesellschaften angelegt hat und deren Aktien oder Anteile einen wesentlichen Teil der Aktiva der Gesellschaft darstellen, nicht mit Genauigkeit bestimmt werden kann, um deren richtigen Marktwert am Bewertungstag darzustellen;

(c) während jedes Zeitraums, wo ein Zustand besteht, welcher der Meinung der Verwalter nach einen Notstand darstellt, durch welchen die Verfügung der Gesellschaft über Anlagen, die sich in ihrem Besitz befinden und einer Anteilsklasse zuzurechnen sind, nicht vernünftigerweise durchführbar ist oder die Interessen der Anteilsinhaber ernsthaft beeinträchtigen könnte; oder

(d) während einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen, welche normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder Wertes der einer bestimmten Anteilsklasse zuzurechnenden Anlagen der Gesellschaft oder der laufenden Preise an dieser Börsen benutzt werden; oder

(e) falls aus irgendeinem anderen Grund die Preise der Anlagen, welche die Gesellschaft besitzt und welche einer Anteilsklasse zuzurechnen sind, nicht vernünftig, sofort und richtig bestimmt werden können; oder

(f) während jeder Zeit, wo Überweisungen von Beträgen, welche bei der Realisierung oder bei der Bezahlung von Anlagen der Gesellschaft zu tätigen sind oder sein sollten, nach der Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Umrechnungskursen vorgenommen werden können.

Eine solche Aussetzung wird von der Gesellschaft in der von ihr als richtig befundenen Weise veröffentlicht, um die davon betroffenen Personen zu benachrichtigen. Anteilsinhaber, die die Rücknahme ihrer Anteile durch die Gesellschaft beantragen, werden von der Gesellschaft bei Einreichen des schriftlichen Rücknahmeantrags gemäss Artikel 20 davon benachrichtigt. Die Festlegung des Nettovermögenswertes pro Anteil einer Klasse, die Ausgabe der Anteile einer Klasse an die Subskribenten und der Rückkauf der Anteile durch die Anteilhaber können ebenfalls bei Veröffentlichung einer Einberufung zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber zur Auflösung der Gesellschaft erstmals am Zeitpunkt der Veröffentlichung ausgesetzt werden.

Eine solche für eine Anteilsklasse vorgenommene Aussetzung hat für die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie Ausgabe, Rücknahme und Umwandlung von Anteilen jeder der anderen Klassen keinen Einfluss.

22.3. Der Nettovermögenswert der Anteile der Gesellschaft wird für jede Anteilsklasse der Gesellschaft in einer Zahl pro Anteil jeder Klasse ausgedrückt und wird für jeden Bewertungstag so bestimmt, in dem zum Geschäftsschluss des

Bewertungsstichtages der Teil des Nettovermögens der betreffenden Klasse, durch die Zahl der an diesem Tagesgeschäftsschluss des Bewertungstages in Luxemburg im Umlauf befindlichen Anteile der betroffenen Klasse (inklusive Anteile, wo ein Anteilhaber deren Rückkauf an einem solchen Bewertungstag beantragt hat) geteilt wird. Sämtliche Bewertungsregeln und Beschlüsse müssen in Konformität mit allgemein gültigen Buchhaltungsregeln gefasst und interpretiert werden.

Ausser bei schlechtem Glauben, Fahrlässigkeit oder einem offensichtlichen Irrtum ist jede Entscheidung des Verwaltungsrats oder jeder Bank, Gesellschaft oder anderer Institution, welche der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Nettovermögenswerts beauftragen kann (der «Delegierte des Verwaltungsrats») endgültig und bindend sowohl für die Gesellschaft als auch für sämtliche jetzige, frühere und zukünftige Anteilhaber.

Das Resultat jeder Bewertung wird durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen dazu berechtigten Vertreter des Delegierten des Verwaltungsrats beglaubigt.

22.4. Als Aktiva des Gesellschaftsvermögens sind anzusehen:

- a) alle Kassenbestände in bar oder in Form von Depositen, einschliesslich etwaiger aufgelaufener Zinsen;
- b) alle Wechsel, verbrieften Forderungen und Buchforderungen;
- c) Aktien oder Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen, alle Schuldverschreibungen, Time-notes, Aktien, Obligationen, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen sowie alle anderen Anlagen und Wertpapiere welche der Gesellschaft gehören oder auf welche sie ein vertragliches Recht hat, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft wegen der Kursschwankungen von Wertpapieren, welche durch den Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Rechten oder durch Ähnliches hervorgerufen werden, Berichtigungen vornehmen kann, insofern diese nicht gegen den nachfolgenden Absatz 22.5 verstossen;
- d) alle Aktien und Gratisaktien, welche der Gesellschaft zustehen;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, es sei denn, die Verzinsung ist bereits im Kapitalbetrag des Wertpapiers enthalten oder berücksichtigt;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, einschliesslich der Kosten der Ausgabe und des Vertriebs der Anteile der Gesellschaft, soweit sie nicht abgeschrieben sind, und
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte aller Art, einschliesslich vorausgezahlter Aufwendungen.

22.5 Der Wert dieser Aktiva wird in folgender Weise bestimmt:

(a) Der Wert von Kassenbeständen oder Depositen, Wechsel, verbrieften Forderungen und Buchforderungen, vorausgezahlten Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen welche, wie oben erwähnt, beschlossen oder aufgelaufen sind und noch nicht erhalten wurden, sind zum vollen Betrag einzusetzen, es sei denn, in dem Fall wo es unwahrscheinlich ist, dass dieser ausgezahlt wird oder ganz erhalten wird; in diesem Fall wird der Wert festgelegt nach Berücksichtigung eines von der Gesellschaft als richtig befundenen Abzugs, um den richtigen Wert widerzuspiegeln;

(b) Wertpapiere, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letzterhältlichen Schlusskursen berechnet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte erhältliche Verkaufspreis an der Börse, die den hauptsächlichsten Markt für das betroffene Wertpapier darstellt, zu verwenden. Für Wertpapiere, für welche das Handeln an der betroffenen Börse gering ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Händlern besteht, die als hauptsächlichliche Markthalter Preise entsprechend den Marktumständen anbieten, kann die Gesellschaft bestimmen solche Papiere im Einklang mit den von jenen Markthaltern angebotenen Preisen zu bewerten;

(c) Anteile von einem Organismus für gemeinsame Anlage des offenen Typs werden nach dem letztem Wert, welcher für solch ein Anteil an dem gleichen Bewertungstag errechnet wurde, bewertet, oder, falls dieser nicht erhältlich ist, nach dem letzten erhältlichen Nettovermögenswert jener Anteile, welcher vor dem Bewertungstag errechnet wurde, oder welcher auf der Basis der Informationen, über welche die Gesellschaft verfügt, geschätzt wurde, falls gemäss der Meinung des Verwaltungsrates ein solch geschätzter Nettovermögenswert im Interesse der Anteilhaber als zutreffender erscheint.

(d) andere Arten von Wertpapieren, welche nicht an einer Börse notiert sind, werden, falls sie an einem geregelten Markt gehandelt werden, zu einer so nah wie möglich als der in dem obigen Absätzen beschriebenen Weise bewertet, es sei denn, die Gesellschaft ist der Auffassung, dass eine andere Form von Bewertung den reellen Marktwert besser widerspiegelt; in diesem Fall wird diese andere Notierung gebraucht;

(e) Liquiditäten werden nach ihrem Nominalwert mit aufgelaufenen Zinsen bewertet.

(f) Aktiva die in einer anderen Währung ausgedrückt sind als die Währung, in welcher der Nettovermögenswert der betroffenen Anteilsklasse ausgedrückt ist, werden in die letztere zu dem letzten erhältlichen Mittelkurs umgewechselt. In diesem Zusammenhang werden etwaige Kurssicherungsgeschäfte berücksichtigt.

(g) um Anteilsklassen zu bewerten deren Nettovermögenswert in verschiedenen Währungen ausgedrückt wird, werden die Aktiva, die der betroffenen Klasse zugerechnet werden, in die Währung umgewechselt, in welcher der Nettovermögenswert dieser Klasse ausgedrückt ist. In einem solchen Falle werden alle ausstehenden Kurssicherungsgeschäfte berücksichtigt.

22.6. Die Gesellschaft kann, wenn dies angesichts der getätigten Anlagen vernünftig erscheint, verschiedene Bewertungsregeln in Bezug auf jede Anteilsklasse anwenden, vorausgesetzt jedoch, dass eine gleiche Regelung für die Bewertung sämtlicher Aktiva der betroffenen Klasse angewandt wird.

Falls die Gesellschaft es im Interesse der Anteilhaber für angebracht hält, ist die Gesellschaft befugt von den oben genannten Bewertungsregeln abzuweichen, indem sie bei der Bewertung der einer Anteilsklasse zugerechneten Aktiva zu den oben genannten Preisen eine Summe, die, falls die Gesellschaft erwartet weitere Anlagen für die betroffene Anteilsklasse zu tätigen, die geschätzten Kaufkosten der betroffenen Aktiva widerspiegelt, hinzufügt, oder von den oben genannten Preisen eine Summe abzieht, die, falls die Gesellschaft vorsieht, dass Anlagen, welche dieser Klasse zuzurechnen sind veräussert werden, die geschätzten Verkaufskosten der betroffenen Aktiva widerspiegelt.

Falls besondere Umstände eine Bewertung nach den oben genannten Regeln unmöglich oder ungenau machen, ist die Gesellschaft befugt andere generell anerkannte Bewertungsprinzipien, welche von einem Wirtschaftsprüfer geprüft werden können, anzuwenden um eine passende Bewertung der Aktiva zu erreichen.

22.7. Als Ausnahme zu dem vorgenannten, falls an einem Bewertungstag die Gesellschaft vertraglich verpflichtet ist:

1) Aktiva anzukaufen, so wird der Wert des Ankaufpreises für das Aktivum als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des Aktivum wird als Aktivum der Gesellschaft ausgewiesen;

2) Aktiva zu verkaufen, so wird der für diese Aktiva zu erhaltende Betrag des Verkaufspreises als Aktivum der Gesellschaft ausgewiesen und das zu liefernde Aktivum wird nicht als Aktivum der Gesellschaft betrachtet; unter dem Vorbehalt aber dass, falls der genaue Wert oder die genaue Natur der Gegenleistung oder des Aktivums nicht am Bewertungstag bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

22.8. Als Passiva des Gesellschaftsvermögens sind anzusehen:

a) alle Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Buchschulden;

b) aufgelaufene Zinsen auf Darlehen an die Gesellschaft (Bereitstellungskommissionen für solche Darlehen mit einbegriffen);

c) alle aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschliesslich Verwaltungsaufwand, Beratungs- und Verwaltungsgebühren inklusive leistungsgebundener Gebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für etwaige Vertreter der Gesellschaft am Eintragungsort);

d) alle bekannten gegenwärtigen und künftigen Verbindlichkeiten einschliesslich aller fälligen vertraglichen Pflichten zur Zahlung von Geld oder zur Lieferung von Sachen einschliesslich aller beschlossenen, aber noch nicht ausgezahlten Dividenden, falls der Bewertungstag auf das Datum des Dividendenauszahlungsbeschlusses fällt oder diesem folgt, sowie alle beschlossenen Dividenden, für welche noch keine Gewinnanteilscheine vorgelegt und welche deshalb noch nicht ausgezahlt wurden;

e) eine zum Bewertungstag ausreichende Rückstellung für künftige Steuerverbindlichkeiten auf das Kapital oder das Einkommen gemäss einer von der Gesellschaft vorgenommenen Festsetzung, sowie andere Rücklagen, insofern der Verwaltungsrat diese genehmigt hat;

f) alle weiteren Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art und Natur, welche gemäss allgemein gültigen Buchhaltungsregeln geschätzt werden, ausser solchen Verbindlichkeiten, welche durch die eigenen Anteile der Gesellschaft verkörpert sind.

22.9. Bei der Festsetzung dieser Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft alle Ausgaben der Gesellschaft in Betracht ziehen, was folgendes beinhaltet: Gründungskosten, Gebühren für Anlageberater oder Anlageverwalter, einbegriffen Gebühren, welche sich nach der Entwicklung des Nettovermögens richten, die Honorare und Kosten von Buchhaltung, Depotbank, Domizilstelle, den mit der Führung des Anteilseignerregisters und mit der Übertragung von Anteilen beauftragten Bevollmächtigten der Gesellschaft, Zahlstellen und Vertretern an Orten, wo die Gesellschaft eingetragen ist, sowie von sämtlichen anderen Vertretern der Gesellschaft, die Kosten von Rechtsberatung oder Buchprüfung, Versicherungsprämien, Kosten von Förderung des Vertriebs, von Druck, Benachrichtigung und Veröffentlichung, inklusive Kosten von Annoncen oder vom Vorbereiten und Druck von Prospekten, erklärende Darlegungen, Eintragungserklärungen, Steuern und von Regierungen erhobenen Gebühren, Kosten der Notierung der Anteile der Gesellschaft an einer Börse oder einem anderen Markt und sämtliche anderen betrieblichen Aufwendungen, inklusive der Kosten bei Ankauf und Verkauf von Aktiva, Zinsen, Bankkosten und Maklergebühren, Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann laufende oder regelmässig wiederkehrende Verwaltungs- oder sonstige Ausgaben für einen jährlichen oder anderen Zeitraum im voraus schätzen und den Betrag gleichmässig auf den Zeitraum verteilen.

22.10. Das einer bestimmten Anteilsklasse zuzurechnende Nettovermögen ist gleich den oben definierten Aktiva der Gesellschaft, die einer bestimmten Anteilsklasse zuzurechnen sind, vermindert um den Teil der oben definierten Passiva der Gesellschaft, die jener bestimmten Anteilsklasse zuzurechnen ist, wie dieser am Arbeitschluss des Bewertungstages an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, definiert ist.

22.11. Zum Zwecke der Bestimmung des Nettovermögenswerts pro Anteil jeder Klasse wird der Verwaltungsrat wie folgt eine Vermögensmasse für eine oder mehrere Anteilklassen aufstellen:

a) der Nettoerlös der Ausgabe von Anteilen einer oder mehreren Klassen wird in den Büchern der Gesellschaft der Vermögensmasse gutgeschrieben, welche im Zusammenhang mit dieser oder diesen Anteilsklasse(n) aufgestellt wurde und die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkommen und Ausgaben werden dieser Vermögensmasse unter Beachtung der nachfolgenden Bestimmungen zugerechnet;

(b) falls innerhalb einer Vermögensmasse spezifische Vermögenswerte für eine bestimmte Anteilsklasse gehalten werden, wird deren Wert den betroffenen Anteilsklassen gutgeschrieben und der dafür bezahlte Kaufpreis wird zum Kaufzeitpunkt von dem Anteil dieser Klasse am Nettovermögen dieser Vermögensmasse abgezogen;

c) wird ein Vermögenswert aufgrund des Besitzes eines anderen Vermögenswertes erworben, so ist in den Büchern der Gesellschaft das abgeleitete Aktivum derselben Vermögensmasse zuzurechnen oder, falls anwendbar, derselben Anteilsklasse, als das Aktivum aufgrund dessen der Erwerb erfolgt ist und bei jeder Neubewertung eines Aktivums wird der Wertzuwachs oder die Wertverminderung der jeweiligen Vermögensmasse und/oder Anteilsklasse zugerechnet;

d) geht die Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Aktivum mit einer Vermögensmasse oder einer Anteilsklasse eine Verbindlichkeit ein oder unternimmt sie sonst etwas im Zusammenhang mit einem Aktivum einer Vermögensmasse oder einer Anteilsklasse, so wird diese Verbindlichkeit der betroffenen Vermögensmasse und/oder Anteilsklasse zugerechnet;

e) kann ein Aktivum oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Vermögensmasse oder Anteilsklasse zugerechnet werden, so wird dieses Aktivum oder diese Verbindlichkeit auf alle Vermögensmassen oder gegebenenfalls Anteilsklassen gleichmässig verteilt oder, falls dies durch die Summe gerechtfertigt ist, wird dieses Aktivum oder

diese Verbindlichkeit auf alle Vermögensmassen oder falls anwendbar auf alle Anteilklassen in dem Verhältnis der verschiedenen Nettovermögenswerte der einzelnen Anteilklassen aufgeteilt;

f) am Stichtag für die Bestimmung der Inhaber von Anteilen, welche Recht auf eine Dividendenausschüttung von einer bestimmten Anteilklasse haben, wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung gekürzt;

g) bei Zahlung von Ausgaben welche einer bestimmten Vermögensmasse oder einer bestimmten Anteilklasse zustehen, wird der jeweilige Betrag von den Aktiva der betroffenen Vermögensmasse und, gegebenenfalls, von dem Anteil der betroffenen Anteilklasse am Nettovermögen der Vermögensmasse, um den Betrag der betroffenen Ausgaben gekürzt.

22.12 Eine solche Masse von Aktiva und Passiva wird aus Geld, einem Portefeuille von Wertpapieren und anderen Aktiva bestehen, in welchen die Gesellschaft befugt ist anzulegen; und das Anrecht einer jeden Anteilklasse, die von der Gesellschaft in Beziehung einer gleichen Masse herausgegeben wurde, wird gemäss der unten genannten Regeln ändern.

Zusätzlich können in jeder Vermögensmasse für eine spezifische Anteilklasse oder für mehrere spezifischen Anteilklassen Aktiva gehalten werden, welche klassenspezifisch sind und von dem gemeinsamen Portefeuille aller Anteilklassen die sich zu dieser Vermögensmasse beziehen, getrennt gehalten werden und es können für eine solche Anteilklasse oder -klassen spezifische Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Die Proportion am Portefeuille, das allen Anteilklassen gemeinsam ist, welche einer bestimmten Anteilklasse zuzurechnen ist, wird unter Berücksichtigung der Zeichnungen, Rückgaben, Ausschüttungen, sowie Zahlungen von klassenspezifischen Kosten oder Zuführungen von Einkommen oder Realisierungserlös von klassenspezifischen Aktiva bestimmt, wobei die obengenannten Bewertungsregeln entsprechend angewandt werden.

Der Anteil jeder Klasse am Nettovermögenswert des gemeinsamen Portefeuilles einer Vermögensmasse wird wie folgt bestimmt:

(1) Zuerst wird der Prozentsatz jeder Anteilklasse am Nettovermögenswert des gemeinsamen Portefeuilles im Verhältnis zu der respektiven Anzahl der Anteile jeder Klasse am Zeitpunkt der Erstaussgabe einer neuen Klasse festgesetzt.

(2) Der bei Ausgabe von Anteilen einer bestimmten Klasse vereinbarte Ausgabepreis wird dem gemeinsamen Portefeuille zugeführt und ergibt eine Erhöhung des Anteils der betroffenen Klasse an dem gemeinsamen Portefeuille.

(3) Falls die Gesellschaft für eine Anteilklasse bestimmte Aktiva kauft oder klassenspezifische Kosten zahlt (wobei dies ebenfalls anwendbar ist bei dem Teil der Kosten, der proportional höher ist als die die von anderen Klassen zu zahlen sind), eine spezifische Ausschüttung macht oder den Rücknahmepreis von Anteilen einer bestimmten Klasse auszahlt, wird der Teil des gemeinsamen Portefeuilles, der jener Klasse zuzurechnen ist, durch den Kaufpreis solcher klassenspezifischen Aktiva, die für diese Klasse bezahlten Kosten, die auf Anteile dieser Klasse vorgenommenen Ausschüttungen oder dem bei der Rücknahme von Anteilen dieser Klasse gezahlten Rücknahmepreis gekürzt.

Der Wert klassenspezifischer Aktiva und der Betrag klassenspezifischer Passiva sind nur der Anteilklasse oder den Klassen zuzuschreiben, auf welche sich diese Aktiva oder Passiva beziehen, und dies erhöht oder mindert den Nettovermögenswert pro Anteil dieser Klasse oder Klassen.

22.13 Der Verwaltungsrat ist weiterhin befugt, alle oder mehrere der gemäss Absatz 22.11 dieses Artikels für eine oder mehrere Anteilklassen aufgestellten Vermögensmassen (nachstehend als «gemeinsam verwaltete Vermögensmassen» bezeichnet) ganz oder teilweise gemeinsam anzulegen und zu verwalten, falls dies durch den Anlagebereich berechtigt erscheint. Zu diesem Zweck wird der Verwaltungsrat eine erweiterte Vermögensmasse (nachfolgend als «erweiterte Vermögensmasse» bezeichnet) begründen, wobei diesem flüssige Mittel oder (unter Beachtung der nachstehenden Begrenzungen) andere Aktiva von jeder gemeinsam verwalteten Vermögensmasse zugeführt werden. Nachher darf der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit weitere Aktiva in solche erweiterten Vermögensmassen übertragen. Aktiva die keine liquiden Mittel darstellen, dürfen nur dann einer solchen Vermögensmasse zugeführt werden, falls dies sich im Hinblick auf den Anlagesektor der erweiterten Vermögensmasse rechtfertigt.

Der Teil der erweiterten Vermögensmasse, der jeder gemeinsam verwalteten Vermögensmasse zuzurechnen ist, wird unter Berücksichtigung der für die jeweiligen gemeinsam verwalteten Vermögensmassen getätigten Zuführungen und Rücknahmen bestimmt.

Dividenden, Zinsen und andere Ausschüttungen, welche Einkommen der innerhalb der erweiterten Vermögensmasse gehaltenen Aktiva darstellen, werden sofort den gemeinsam verwalteten Vermögensmassen zugeschrieben im Verhältnis deren Rechten an den Aktiva der erweiterten Vermögensmasse zur Zeit der Vereinnahmung.

22.14 Der Verwaltungsrat ist befugt von Zeit zu Zeit die Herausgabe einer getrennten Anteilklasse (die «neue Klasse»), welche gemäss der unten aufgeführten Regeln in eine andere Anteilklasse (die «bestehende Klasse») umgewandelt wird, zu beschliessen. In diesem Fall, kann der Verwaltungsrat bestimmen die neue Klasse zu einem festen am Ende einer vom Verwaltungsrat für eine solche Klasse bestimmten Zeichnungsperiode zu zahlenden Zeichnungspreis auszugeben. Der Erlös der Ausgabe wird einer separaten bestimmten Vermögensmasse wie in Paragraph 22.11 festgesetzt zugeschrieben mit der Massgabe, dass die Anlage der flüssigen Mittel gemäss der Anlagepolitik einer solchen Klasse, auf einer gemeinsamen Basis mit den Anlagen der bestehenden Klasse vorgenommen wird, so dass die Aktiva der bestehenden Klasse und der Teil der Aktiva der neuen Klasse, welche gemäss der Anlagepolitik der bestehenden Klasse angelegt wurden, eine erweiterte Vermögensmasse bilden.

Die Aktiva der erweiterten Vermögensmasse, zu welcher eine jede solche Anteilklasse Recht hat, wird mit Bezug auf Zuführungen und Rücknahmen von Aktiva durch jede Anteilklasse berechnet und Dividendenausschüttungen, Zinsen und anderen Ausschüttungen mit Einkommenscharakter, welche in Beziehung zu den Aktiva der vergrösserten Vermögensmasse erhalten werden, werden unverzüglich nach Erhalt dem teilnehmenden Anteilklasse zugerechnet im Verhältnis der respektiven Rechte auf die Aktiva der erweiterten Vermögensmasse.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass Anlagen, welche im Zusammenhang mit der neuen Anteilsklasse vorgenommen wurden, einen Stand erreicht haben wo der Ausgabeerlös gemäss dem dann gültigen Anlageziel und der Politik der bestehenden Klasse angelegt ist, ist der Verwaltungsrat befugt zu beschliessen die Vermögensmasse, welche im Zusammenhang mit der neuen Anteilsklasse aufgesetzt wurde, aufzulösen und alle Aktiva und Passiva dieser Vermögensmasse mit jener der bestehenden Klasse zustehenden zusammenzulegen, und die Anteile der neuen Klasse werden dann in Anteile der bestehenden Klasse umgewandelt, wobei der Nettovermögenswert jedes Anteiles der neuen Klasse dem Nettovermögenswert der alten Klasse angepasst wird, und der Verwaltungsrat ist befugt zusätzliche Anteile der neuen Klasse auszugeben oder, je nach Fall, Anteile der neuen Klasse zu annullieren, und Rechte auf Bruchanteile der bestehenden Klasse anzuerkennen, um die Anteile jedes Inhabers von Anteilen der neuen Klasse hinsichtlich des Gesamtwertes seiner Anteile anzupassen.

22.15 Um den Nettovermögenswert pro Anteil festzustellen, wird der Nettovermögenswert, welcher der Anteilsklasse zuzurechnen ist, durch die Zahl der am Bewertungstag ausgegebenen in Umlauf befindlichen Anteile der betreffenden Anteilsklasse geteilt.

Zu diesem Zweck:

a. sind Anteile, welche zurückgenommen und gemäss Artikel 20 erworben werden müssen als bis unmittelbar nach dem Geschäftsschluss des in Artikel 20 erwähnten Bewertungstages, als im Umlauf befindlich zu behandeln und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis bezahlt ist, ist dieser dafür als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft zu betrachten;

b. Anteile, welche in einer Käuferklärung der Gesellschaft gemäss Artikel 7 erwähnt sind, werden als im Umlauf befindlich behandelt bis nach dem Geschäftsschluss des in diesem Artikel erwähnten Bewertungstages und von diesem Tag an, bis er gemäss diesem Artikel bei der Bank hinterlegt ist, ist der Preis dafür als Verbindlichkeit der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen dieses Artikels zu betrachten;

c. Anteile, welche gezeichnet sind und von der Gesellschaft verkauft sind, gelten, vom Zeitpunkt an der Annahme der Zeichnung und dessen Eintragen in die Bücher der Gesellschaft, als ausgegeben und im Umlauf befindlich; dies geschieht normalerweise sofort nach dem Geschäftsschluss des Bewertungstages, an welchem die Zeichnung stattfindet und die einzugehende Zahlung ist als Aktivum der Gesellschaft zu betrachten.

22.16 Falls der Verwaltungsrat dies beschliesst, kann der Nettovermögenswert von Anteilen einer Klasse zum Mittelkurs in andere Währungen als die oben erwähnte Referenzwährung dieser Klasse konvertiert werden. In diesem Fall kann der Ausgabe- und Rücknahmepreis pro Anteil einer solchen Klasse aufgrund dieser Konvertierung in einer solchen Währung bestimmt werden.

Art. 23. Zeichnungspreis. Falls Anteile der Gesellschaft von der Gesellschaft zur Zeichnung angeboten werden, ist der Preis pro Anteil, zu welchem diese Anteile ausgegeben werden, auf Grundlage des Nettovermögenswerts pro Anteil der betroffenen Klasse an dem Tag an welchem der Zeichnungsantrag für die Anteile angenommen wird, unter Beachtung der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten und in den Verkaufsdokumenten veröffentlichten Fristen und Prozeduren.

Im Fall der Ausgabe einer neuen Anteilsklasse wird der Erstausgabepreis von dem Verwaltungsrat bestimmt.

Dieser Nettovermögenswert kann durch eine Prämie zugunsten der Gesellschaft oder um einen geschätzten Prozentsatz für Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft bei Anlage des Ausgabepreises entstehen, sowie um eine Verkaufsprovision erhöht werden, die der Verwaltungsrat festsetzt und in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlicht.

Art. 24. Umwandlung von Anteilen. Ein Anteilinhaber kann die Umwandlung eines Teils oder aller seiner Anteile einer Klasse in Anteile einer anderen Klasse zu den respektiven Nettovermögenswerten am nächsten für die Anteile der gegebenen Klassen massgeblichen Bewertungstag beantragen, unter dem Vorbehalt, dass der Verwaltungsrat dazu Beschränkungen festsetzen kann, so zum Beispiel im Zusammenhang mit der Häufigkeit von Umwandlungen, oder dass er diese Umwandlung an die Zahlung eines Aufschlages binden kann, was er unter Beachtung der Interessen der Gesellschaft und deren Anteilinhaber bestimmen soll.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Maitag und endet am letzten Apriltag des folgenden Jahres und zum ersten Mal am 30. April 2001.

Die Konten der Gesellschaft werden in US-Dollar ausgedrückt. Falls es, wie in Artikel 5 vorgesehen, verschiedene Anteilsklassen gibt und falls die Konten innerhalb dieser Klassen in anderen Währungen ausgedrückt sind, werden solche Konten in US Dollar umgewandelt und zusammengerechnet, um so die Konten der Gesellschaft zu bestimmen.

Art. 26. Dividenden. 26.1 Die Hauptversammlung der Anteilinhaber wird, innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen und auf Vorschlag des Verwaltungsrates, über die Resultate der Gesellschaft befinden und kann von Zeit zu Zeit Dividendenausschüttungen beschliessen oder den Verwaltungsrat dazu ermächtigen, solche Ausschüttungen vorzunehmen.

Dividenden können des weiteren eine Zuweisung von einem Ausgleichskonto beinhalten, welches gehalten werden kann und welches in solchen Fällen bei Ausgabe von Anteilen kreditiert und bei der Rücknahme von Anteilen belastet wird jeweils mit einem Betrag, welcher aufgrund des pro Anteil aufgelaufenen Einkommens berechnet wird.

Eine Entscheidung über die Ausschüttung von Dividenden auf Anteile einer Klasse, welche sich auf eine spezifische Vermögensmasse bezieht, bedarf nur der Zustimmung, zu der oben genannten Majorität, der Eigner von Anteilen der Klasse oder der Klassen welche sich auf diese Vermögensmasse beziehen.

26.2 Innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen können Zwischendividenden auf Anteile jeder Klasse auf Beschluss des Verwaltungsrats gezahlt werden.

26.3 Die Auszahlung der Dividenden, deren Ausschüttung beschlossen ist, kann in US-Dollar oder in anderen vom Verwaltungsrat bestimmten frei konvertierbaren Währungen oder in Anteilen der Gesellschaft geschehen, und zwar an den Stellen und Zeitpunkten welche der Verwaltungsrat bestimmt. Der Verwaltungsrat ist befugt den Umwandlungskurs welcher zur Umwandlung der Dividenden in die Auszahlungswährung angewandt wird, endgültig zu bestimmen.

26.4 Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital fällt.

26.5 Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass Dividenden automatisch wieder angelegt werden, gemäss und vorbehaltlich des Anlageziels, -grundsätze und -beschränkungen der Gesellschaft in Beziehung zu der betroffenen Anteilsklasse.

26.6 Die Zahlung von etwaigen Dividenden wird durch Banküberweisung oder Scheck an Namensanteilinhaber zu der im Anteilregister aufgeführten Adresse oder gemäss deren Anweisungen vorgenommen.

26.7 Die Zahlung von Dividenden an Inhaberanteilinhaber und der Bescheid der Dividendenausschüttung werden an solche Anteilsinhaber gemäss der vom Verwaltungsrat in Einklang mit Luxemburger Recht bestimmten Art getan. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können Inhaberanteilszertifikate Gewinnanteilscheine sowie einen Erneuerungsschein zum Bezug weiterer Gewinnanteilscheine enthalten. In diesem Fall tragen die Gewinnanteilscheine und der Erneuerungsschein die gleiche Nummer wie die Anteilsurkunde, zu welcher sie gehören. Dividenden werden in einem solchen Fall gegen Vorlage der Gewinnanteilscheine ausgezahlt und eine solche Auszahlung gegen Vorlage beweist einwandfrei, dass die Gesellschaft ihre Verbindlichkeit erfüllt hat.

26.8 Eine beschlossene, aber auf einen Inhaberanteil während einer Periode von 5 Jahren nach dem Ausschüttungsdatum nicht ausgezahlte Dividende kann von dem Inhaber dieses Anteils nachher nicht mehr bezogen werden und fällt an die Gesellschaft zurück, wenn der Gewinnanteilschein für die Dividende nicht vorgelegt wurde. Das Gleiche gilt für nicht eingelöste Dividenden aus Namensanteilen. Der Verwaltungsrat hat die notwendigen Befugnisse für die Gesellschaft um sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen und Massnahmen zu veranlassen, um diesen Heimfall der Dividende abzuschliessen. Von der Gesellschaft beschlossene und für Anteilsinhaber von ihr verwahrte Dividenden werden nicht verzinst.

Art. 27. Depotbank. Die Gesellschaft wird einen Depotbankvertrag mit einer Bank oder Sparkasse abschliessen, welche den Bedingungen des Gesetzes über Organismen für gemeinsame Anlagen Genüge leistet (die «Depotbank») und welche gegenüber der Gesellschaft und deren Anteilsinhaber die vom Gesetz vorgesehene Verantwortung übernimmt. Sämtliche Wertpapiere, das Geld und andere Aktiva der Gesellschaft sind von oder unter der Kontrolle der Depotbank zu halten. Die an die Depotbank zu zahlenden Gebühren werden in dem Depotbankvertrag festgesetzt.

Falls die Depotbank zurücktreten will, soll der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten sein Bestmöglichstes tun, um ein anderes Finanzinstitut zu beauftragen, die Funktion der Depotbank zu übernehmen, und daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber sie müssen in Zeitraum von zwei Monaten einen neuen Depotbank ernennen. Nach dem Rücktritt der Depotbank soll die Depotbank weiterhin so lange ernannt bleiben, wie es nötig ist, um die Übertragung aller Aktiva der Gesellschaft an die neue Depotbank zu bewerkstelligen.

Art. 28. Auflösung. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein und werden von der Versammlung der Anteilsinhaber ernannt, welche die Auflösung vornimmt, und welche deren Befugnisse und Honorare festsetzt. Der auf jede Anteilsklasse zutreffende Auflösungsnettoerlös wird vom Liquidator an die Inhaber von Anteilen jeder Klasse im Verhältnis ihrer Inhaberschaft in einer solchen Klasse ausgeteilt.

Art. 29. Satzungsänderung. Diese Satzung kann von Zeit zu Zeit durch eine Hauptversammlung der Anteilsinhaber unter Beachtung der vom Luxemburger Gesetz vorgesehenen Bedingungen über Quorum und Abstimmung geändert werden.

Eine Änderung, welche die Rechte von den Eigner von Anteilen einer Klasse gegenüber den von anderen Klassen beeinträchtigt, muss ausserdem von Versammlungen der Anteilsinhaber der betroffenen Klasse unter Beachtung dieser Quorum- und Mehrheitserfordernisse genehmigt werden.

Art. 30. Verschiedenes. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten bestimmen sich nach dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 und deren späteren Änderungen sowie dem Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für Gemeinsame Anlagen.

Die oben erwähnten Parteien haben die Anteile in der gegenüber den respektiven Namen unten genannten Proportion gezeichnet:

Zeichnung und Einzahlung

Die oben genannten Parteien haben eine Anzahl von Anteilen gezeichnet, wie es im folgenden beschrieben wird:

Anteilsinhaber	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile
CITIBANK INTERNATIONAL PLC	34.000	34
Jacques Elvinger	<u>1.000</u>	<u>1</u>
Total:	35.000	35

Diese Anteile sind zu einem Ausgabepreis von tausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 1.000,-) pro Anteil gezeichnet und vollständig eingezahlt worden, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar stellt hiermit fest, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen beachtet wurden. Die Zeichner erklären, dass sie die Klasse oder Klassen von Anteilen bestimmen werden, welchen die hiermit gezeichneten Anteile angehören, nachdem gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Satzung der Verwaltungsrat die Anteilsklassen, welche die Gesellschaft ausgibt und ausgeben wird, festgesetzt hat.

Bewertung

Für alle Zwecke wird das initiale Kapital der Gesellschaft geschätzt auf eine Million vierhunderteinundsiebzigtausendzweihundertsechundachtzig Luxemburger Franken (1.471.286,- LUF).

Kosten

Die obengenannten Personen erklären, dass die Ausgaben, Kosten, Honorare und Gebühren von jeglicher Art, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung zu zahlen sind, sich ungefähr auf 300.000,- Luxemburger Franken belaufen.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die obengenannten Personen, welche das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und welche die Versammlung als ordentliche einberufen haben, haben sofort eine ausserordentliche Hauptversammlung der Anteilhaber abgehalten.

Nachdem sie zuerst festgestellt haben, dass die Versammlung ordentlich zusammengetreten war, haben sie folgende Schlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Folgende Personen werden als Verwaltungsratsmitglieder ernannt:

- Philippe Collot, Vice President, CITIBANK (SWITZERLAND), Genf
- Jacques Elvinger, Partner, ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, Luxemburg
- Nigel Fielding, General Manager, Global Fund Services, BANK OF BERMUDA (LUXEMBOURG) S.A., Luxemburg
- Peter Jan Kroon, Vice President, CITIBANK (SWITZERLAND), Genf
- Madhav Misra, Chief Executive for Alternative Investments, CITICORP TRUST, N.A. (CALIFORNIA), San Francisco

Zweiter Beschluss

Als Wirtschaftsprüfer wird ERNST & YOUNG, 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg bestellt.

Dritter Beschluss

Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft befindet sich in L-1637 Luxemburg, 13, rue Goethe.

Darauf vertrauend haben Wir, der unterzeichnete Notar, unsere Unterschrift und unser Siegel in der Stadt Luxemburg am eingangs erwähnten Tag angebracht.

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Antrag der obengenannten Personen diese Satzung als Urkunde in englischer Sprache gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag derselben erschienenen Personen gilt im Fall von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version.

Nachdem dieses Dokument den auftretenden Personen vorgelesen und in deren Sprache übersetzt worden ist, haben diese Personen zusammen mit dem unterzeichneten Notar die Originalurkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Hauben, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 10 avril 2000, vol. 413, fol. 60, case 2. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 10. April 2000.

E. Schroeder.

(20067/228/1735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2000.

KYLE-STONE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 37.360.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the twenty-third of December.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of KYLE-STONE HOLDING S.A., a société anonyme, having its registered office at L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, trade register Luxembourg section B number 37.360, incorporated by deed dated on July 1st, 1991, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 473 of December 30th, 1991.

The meeting is presided by Mr Olivier Ferres, consultant, residing at Nospelt.

The chairman appoints as secretary Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The meeting elects as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny-Rouvroy, Belgium.

The chairman requests the notary to act that:

I. - The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. - As appears from the attendance list, the one million seven hundred and sixty-one thousand five hundred (1,761,500) shares with a par value of one pound sterling (GBP 1.-) each shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. - Change with effect as of January 1, 2000 of the tax status of the Company into that of a holding company according to the law of July 31, 1929.

2. - Amendment with effect as of January 1, 2000 of article 3 of the Company's bylaws to give it the following content:

«The purposes for which the Corporation is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Corporation may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

In general, the Corporation may take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever, which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension, remaining under the conditions of the law of July 31st, 1929 concerning holding companies.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting decides to change with effect as of January 1, 2000 of the tax status of the Company into that of a holding company according to the law of July 31, 1929.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend with effect as of January 1, 2000 the article 3 of the Company's bylaws to give it the same wording as in the hereabove agenda.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme KYLE-STONE HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, R.C. Luxembourg section B numéro 37.360, constituée suivant acte reçu le 1^{er} juillet 1991, publié au Mémorial C numéro 473 du 30 décembre 1991.

L'assemblée est présidée par Monsieur Olivier Ferres, consultant, demeurant à Nospelt.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny-Rouvroy, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. - Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. - Il ressort de la liste de présence que les un million sept cent soixante et un mille cinq cents (1.761.500) actions d'une valeur nominale de une livre sterling (1,- GBP) chacune, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Changement, avec effet au 1^{er} janvier 2000 du statut fiscal de la société en celui d'une société holding conformément à la loi du 31 juillet 1929.

2. - Modification avec effet au 1^{er} janvier 2000 de l'article 3 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui favorisent, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de changer, avec effet au 1^{er} janvier 2000, le statut fiscal de la société en celui d'une société holding conformément à la loi du 31 juillet 1929.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur reprise à l'ordre du jour ci-avant.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: O. Ferres, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1999, vol. 121S, fol. 65, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 1999.

J. Elvinger.

(12584/211/112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

KERMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 40.657.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 25 février 2000, vol. 534, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(12575/727/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LARIOS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 58.279.

L'an deux mille, le premier février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de LARIOS HOLDING S.A., R.C. Numéro B 58.279 ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 14 février 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Numéro 297 du 13 juin 1997.

La séance est ouverte à dix-sept heures trente sous la présidence de Madame Christel Ripplinger, maître en droit, demeurant à Manom (France).

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant à Mamer.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les mille deux cent cinquante actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois chacune, représentant l'intégralité du capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. - Augmentation du capital à concurrence de LUF 2.750.000,- pour le porter de son montant actuel de LUF 1.250.000,- à LUF 4.000.000,- par un apport en nature provenant d'une conversion partielle d'avance d'actionnaires et création de 2.750 actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 1.000,- chacune.

Souscription des 2.750 actions nouvelles de valeur nominale de LUF 1.000,-, soit pour un montant total de LUF 2.750.000,- par la société BRIMSBURG SECURITIES LIMITED.

2. - Décision de convertir le capital de francs luxembourgeois en euros.
3. - Modification subséquente de l'article 3 des statuts.
4. - Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions sept cent cinquante mille (2.750.000,-) francs luxembourgeois pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois à quatre millions (4.000.000,-) de francs luxembourgeois, par la création et l'émission de deux mille sept cent cinquante (2.750) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Les nouvelles actions ont été intégralement souscrites par:

- BRIMSBURG SECURITIES LIMITED, une société avec siège social à Lake Building, 2nd floor, Wickhams Cay 1, Road Town (Iles Vierges Britanniques),
ici représentée par Madame Christel Ripplinger, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 25 janvier 2000.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Les 2.750 nouvelles actions ont été émises en contrepartie d'un apport en nature constitué par la conversion d'une partie de la créance que la société BRIMSBURG SECURITIES LIMITED, préqualifiée, a sur la société LARIOS HOLDING S.A.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 modifiée, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 21 janvier 2000 par VAN CAUTER, S.à r.l., réviseur d'entreprises à Luxembourg, lequel rapport, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La valeur de la créance est constatée par ledit rapport et les conclusions sont les suivantes:

Conclusion

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport, apport qui trouve son origine dans une créance certaine, liquide et exigible envers la société.»

Il résulte notamment dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et que rien ne s'oppose à la conversion d'un montant de 2.750.000,- francs luxembourgeois provenant de cette dette en capital social de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et de convertir la devise du capital social de francs luxembourgeois en euros au cours de 1,- euro pour 40,3399 francs luxembourgeois, de sorte que ledit capital social est fixé provisoirement à quatre-vingt-dix-neuf mille cent cinquante-sept virgule quarante et un (99.157,41) euros représenté par quatre mille (4.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société de trois cent quarante-deux virgule cinquante-neuf (342,59) euros pour le porter de son montant converti de quatre-vingt-dix-neuf mille cent cinquante-sept virgule quarante et un (99.157,41) euros à quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents (99.500,-) euros sans émission d'actions nouvelles.

Le montant de trois cent quarante-deux virgule cinquante-neuf (342,59) euros a été intégralement libéré par incorporation de bénéfices reportés, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euros.

La réalité des bénéfices reportés a été prouvée au notaire instrumentaire par le bilan de la société au 31 décembre 1999.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer la valeur nominale des actions à vingt-cinq (25,-) euros avec diminution correspondante du nombre des actions de quatre mille (4.000) à trois mille neuf cent quatre-vingt (3.980) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Le Conseil d'Administration est chargé de procéder à la répartition des trois mille neuf cent quatre-vingt (3.980) actions précitées au prorata des participations respectives de tous les actionnaires.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer un nouveau capital autorisé à deux cent cinquante mille (250.000,-) euros.

Sixième résolution

Suite aux cinq résolutions qui précèdent, l'article 3, alinéa 1^{er} et 2 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«Art. 3. alinéas 1^{er} et 2: Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents (99.500,-) euros, représenté par trois mille neuf cent quatre-vingt (3.980) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Le capital autorisé de la Société est établi à deux cent cinquante mille (250.000,-) euros, représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à dix-sept heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Ripplinger, R. Thill, F. Stolz-Page, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 2000, vol. 122S, fol. 43, case 2. – Reçu 27.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12588/230/108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LARIOS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 58.279.

Statuts coordonnés, suivant l'acte n° 98 du 1^{er} février 2000, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12589/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LAUCATH S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 14.808.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 1998, la décision des administrateurs du 6 mai 1998 de coopter Monsieur Albert Pennacchio au conseil d'administration a été ratifiée. Le mandat du nouvel administrateur définitivement élu s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2000.

Luxembourg, le 23 février 2000.

Pour LAUCATH S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric

S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 8, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12590/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LES 3 ANGES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Differdange, 143, rue E. Mark.

L'an deux mille, le huit février.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LES 3 ANGES S.A., avec siège social à Esch-sur-Alzette;

constituée suivant acte reçu par le notaire Christine Doerner, de résidence à Bettembourg, en date du 21 septembre 1999, non encore publié au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roland Gierenz, employé privé, demeurant à Huldange.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Josiane Hammerel, employée privée, demeurant à Bettembourg.

A été appelé aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Carole Fischer, employée privée, demeurant à Ellange.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Changement du siège social;

II. - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. - L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. - La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité l'unique résolution suivant:

Unique résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège d'Esch-sur-Alzette à Differdange, 143, rue Emile Mark.

Suite à cette résolution, le premier alinéa de l'article 2 des statuts est à lire comme suit:

«**Art. 2. premier alinéa.** Le siège de la société est établi à Differdange.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.»

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes, est estimé à quinze mille francs (15.000,-).

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Gierenz, J. Hammerel, C. Fischer, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 février 2000, vol. 847, fol. 74, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 18 février 2000.

C. Doerner.

(12592/209/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LES 3 ANGES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Differdange, 143, rue E. Mark.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2000.

C. Doerner.

(12593/209/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LEPUY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 45.609.

EXTRAIT

Par lettre recommandée adressée le 10 février 2000 à la société LEPUY S.A., dont le siège social a été transféré à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en date du 14 février 2000, la société FIDUCENTER S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a dénoncé de plein droit son contrat de domiciliation avec ladite société LEPUY S.A.

Pour extrait conforme

FIDUCENTER S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12591/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MECANICAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 46.165.

L'an deux mille, le premier février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de MECANICAL HOLDING S.A., R.C. Numéro B 46.165 ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 décembre 1993, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C Numéro 104 du 21 mars 1994.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze sous la présidence de Madame Christel Ripplinger, maître en droit, demeurant à Manom (France).

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant à Mamer.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les quatre mille actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois chacune, représentant l'intégralité du capital social de quatre millions de francs luxembourgeois, sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. - Augmentation du capital à concurrence de LUF 14.000.000,- pour le porter de son montant actuel de LUF 4.000.000,- à LUF 18.000.000,- par un apport en nature provenant d'une conversion partielle d'avance d'actionnaires et création de 14.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 1.000,- chacune.

Souscription des 14.000 actions nouvelles de valeur nominale de LUF 1.000,-, soit pour un montant total de LUF 14.000.000,- par la société BRIMSBERG SECURITIES LIMITED.

2. - Décision de convertir le capital de francs luxembourgeois en euros.

3. - Modification subséquente de l'article 3 des statuts.

4. - Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatorze millions (14.000.000,-) de francs luxembourgeois pour le porter de son montant actuel de quatre millions (4.000.000,-) de francs luxembourgeois à dix-huit millions (18.000.000,-) de francs luxembourgeois, par la création et l'émission de quatorze mille (14.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Les nouvelles actions ont été intégralement souscrites par:

- BRIMSBERG SECURITIES LIMITED, une société avec siège social à Lake Building, 2nd floor, Wickhams Cay 1, Road Town (Iles Vierges Britanniques),

ici représentée par Madame Christel Ripplinger, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 25 janvier 2000.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Les 14.000 nouvelles actions ont été émises en contrepartie d'un apport en nature constitué par la conversion d'une partie de la créance que la société BRIMSBERG SECURITIES LIMITED, préqualifiée, a sur la société MECANICAL HOLDING S.A.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 modifiée, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 21 janvier 2000 par VAN CAUTER, S.à r.l., réviseur d'entreprises à Luxembourg, lequel rapport, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La valeur de la créance est constatée par ledit rapport et les conclusions sont les suivantes:

Conclusion

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport, apport qui trouve son origine dans une créance certaine, liquide et exigible envers la société.»

Il résulte notamment dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et que rien ne s'oppose à la conversion d'un montant de 14.000.000,- de francs luxembourgeois provenant de cette dette en capital social de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et de convertir la devise du capital social de francs luxembourgeois en euros au cours de 1,- euro pour 40,3399 francs luxembourgeois, de sorte que ledit capital social est fixé provisoirement à quatre cent quarante-six mille deux cent huit virgule trente-quatre (446.208,34) euros, représenté par dix-huit mille (18.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société de deux cent quatre-vingt-onze virgule soixante-six (291,66) euros pour le porter de son montant converti de quatre cent quarante-six mille deux cent huit virgule trente-quatre (446.208,34) euros à quatre cent quarante-six mille cinq cents (446.500,-) euros sans émission d'actions nouvelles.

Le montant de deux cent quatre-vingt-onze virgule soixante-six (291,66) euros a été intégralement libéré par incorporation de bénéfices reportés, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euros.

La réalité des bénéfices reportés a été prouvée au notaire instrumentaire par le bilan de la société au 31 décembre 1999.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer la valeur nominale des actions à vingt-cinq (25,-) euros avec diminution correspondante du nombre des actions de dix-huit mille (18.000) à dix-sept mille huit cent soixante (17.860) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Le Conseil d'Administration est chargé de procéder à la répartition des dix-sept mille huit cent soixante (17.860) actions précitées au prorata des participations respectives de tous les actionnaires.

Cinquième résolution

Suite aux quatre résolutions qui précèdent, l'article 3 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:
«**Art. 3.** Le capital social est fixé à quatre cent quarante-six mille cinq cents (446.500,-) euros, représenté par dix-sept mille huit cent soixante (17.860) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à dix-sept heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Ripplinger, R. Thill, F. Stolz-Page, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 2000, vol. 122S, fol. 42, case 12. – Reçu 140.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12599/230/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MECANICAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 46.165.

Statuts coordonnés, suivant l'acte n° 97 du 1^{er} février 2000, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12600/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MARKETING CONTROL HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

H. R. Luxemburg B 42.234.

Im Jahre neunzehnhundertneunundneunzig, am zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor Notar Edmond Schroeder, mit Amtssitze zu Mersch.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der MARKETING CONTROL HOLDING S.A., Gesellschaft mit Sitz zu Luxemburg, die gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 10. Dezember 1992, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C vom 1. März 1993, Nummer 95.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert laut Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 16. September 1998, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C vom 23. Januar 1999, Nummer 39.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Robert Langmantel, Bankkaufmann, wohnhaft in Frisingen.

Zum Schriftführer wird bestimmt Herr Richard Kohl, Kaufmann, wohnhaft in D-Trier.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Heidi Matusch, Privatbeamtin, wohnhaft in D-Trier.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I. - Aus einer durch die Gesellschafter beziehungsweise deren Bevollmächtigte gezeichneten Anwesenheitsliste ergibt sich die Anwesenheit beziehungsweise Vertretung sämtlicher Aktionäre, so dass von den gesetzlich vorgesehenen Einberufungsformalitäten abgesehen werden konnte.

II. - Die Versammlung ist demnach ordentlich zusammengesetzt und kann rechtsgültig über die Tagesordnung abstimmen, die den Gesellschaftern vor der Versammlung mitgeteilt worden war.

III. - Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

Abänderung des Gesellschaftszweckes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss

Die Versammlung beschliesst den Gesellschaftszweck abzuändern und Artikel zwei der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung unter irgendeiner Form in andern luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, alle anderen Anlagemöglichkeiten, den Erwerb von allen Arten von Wertpapieren durch Ankauf Zeichnung oder sonstwie, deren Veräusserung durch Verkauf, Abtretung oder Tausch, die Überwachung und die

Verwertung ihrer Beteiligungen. Sie kann an der Gründung und an der Förderung jedes Industrie- oder Handelsunternehmens teilnehmen und solche Unternehmen durch die Gewährung von Darlehen, Vorschüssen, Bürgschaften oder in anderer Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang verzinst oder auch zinslose Darlehen aufnehmen oder gewähren. Sie kann Anleihen oder andere Arten von Schuldverschreibungen ausgeben.

Die Gesellschaft ist desweiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen, oder Immobilien-Transaktionen im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland zu tätigen, welche direkt oder indirekt, ganz oder teilweise mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

Die Gesellschaft kann ihren Gesellschaftszweck direkt oder indirekt, im eigenem Namen oder für Rechnung Dritter, allein oder in Vereinigung mit anderen Personen verfolgen und jede Transaktion tätigen die diesen Gesellschaftszweck oder denjenigen der Gesellschaften, in denen sie eine Beteiligung hält, fördert.

Im allgemeinen kann die Gesellschaft alle Kontroll- oder Überwachungsmaßnahmen ergreifen und jede Art von Tätigkeit ausüben die ihr im Rahmen ihres Gesellschaftszweckes als nützlich erscheint.

Die Gesellschaft kann ebenfalls die Vermittlung von Dienstleistungen im Ausland vornehmen.»

Gegenwärtiger Beschluss wird rechtskräftig am 1. Januar 2000.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt der Vorsitzende die Versammlung auf.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. Langmantel, R. Kohl, H. Matusch, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 23 décembre 1999, vol. 412, fol. 31, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 27. Dezember 1999.

E. Schroeder.

(12597/228/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MARKETING CONTROL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R. C. Luxembourg B 42.234.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 février 2000.

E. Schroeder.

(12598/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

LOGUIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 45.306.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 27 septembre 1999 à 16.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs démissionnaires JACANA LTD, GALANTO LTD, Paul de Geyter, de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de leurs fonctions pendant la durée de leur mandat.

Les sociétés BRYCE INVEST S.A. et KEVIN MANAGEMENT S.A., avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et Monsieur Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg, ont été nommés comme nouveaux administrateurs et termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg en date du 27 septembre 1999

Il résulte dudit procès-verbal que M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg a été élu aux fonctions d'Administrateur-délégué de la Société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Luxembourg, le 17 février 2000.

Pour LOGUIN S.A.

CFT TRUST S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12595/768/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

18182

LOFSEN INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 56.828.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 25 février 2000, enregistré à Grevenmacher, le 14 janvier 2000, volume 508, folio 65, case 7.

I.- Que la société anonyme LOFSEN INVEST S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R. C. Luxembourg section B numéro 56.828, a été constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 octobre 1996, publié au Mémorial C, numéro 34 du 28 janvier 1997.

II.- que suite de la réunion de toutes les actions dans une seule main celli-ci se trouve dissoute par l'actionnaire unique, par reprise par lui de l'intégralité de l'actif et du passif de la société.

III.- Que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant au moins cinq ans à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

Pour extrait conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 février 2000.

J. Seckler.

(12594/231/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

GENAVIA S.A., LUXEMBOURG GENERAL AVIATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 11.738.

—
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
qui a eu lieu le 6 décembre 1999*

1. Sont nommés administrateurs de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de la société au 31 décembre 1999:

- 1) Monsieur Paul Mousel, licencié en droit, demeurant à Luxembourg;
- 2) Monsieur Pierre Maurice Faber, médecin spécialiste, demeurant à Ettelbruck;
- 3) Monsieur Claude Alvisse, commerçant, demeurant à Luxembourg.
- 4) Monsieur Gaston Stein, licencié en droit, demeurant à Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes pour la même période:

Monsieur Michel Federspiel, demeurant à Luxembourg.

Luxembourg, le 23 février 2000.

Pour GENAVIA S.A.
Signature
Un Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 8, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12596/250/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MEDICAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 41.657.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration de la société se compose ainsi comme suit:

- Monsieur Francesco Olivieri, avocat, demeurant à Florence (Italie);
- Monsieur Jerry Mosar, maître en droit, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Flavio Ingargiola, demeurant à Empoli (Italie).

Le commissaire aux comptes de la société est la société LUXREVISION, S.à r.l., avec siège à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2000.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le conseil d'administration
F. Olivieri
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2000, vol. 533, fol. 96, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12601/257/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MEDITOR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 59.046.

EXTRAIT

Par lettre recommandée adressée le 10 février 2000 à la société MEDITOR INTERNATIONAL S.A., dont le siège social a été transféré à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en date du 8 février 2000, la société FIDUCENTER S.A., Société Anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a dénoncé de plein droit son contrat de domiciliation avec ladite société MEDITOR INTERNATIONAL S.A.

Pour extrait conforme
FIDUCENTER S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12602/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MONTERIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 63.952.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
tenue à Luxembourg le 30 septembre 1999 à 10.00 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs démissionnaires CORPEN INVESTMENTS LTD, SAROSA INVESTMENTS LTD, MOORHEN DEVELOPMENTS LTD, de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de leurs fonctions pendant la durée de leur mandat.

Les sociétés BRYCE INVEST S.A. et KEVIN MANAGEMENT S.A. avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et Monsieur Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg, ont été nommés comme nouveaux administrateurs et termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg en date du 30 septembre 1999

Il résulte dudit procès-verbal que M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur-délégué de la société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.

Luxembourg, le 14 février 2000.

Pour MONTERIA S.A.
CFT TRUST S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12605/768/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MEDI-WAY, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 66.327.

L'an deux mille, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MEDI-WAY, ayant son siège social à L-4010 Esch-sur-Alzette, 106, rue de l'Alzette, R.C. Luxembourg section B numéro 66.327, constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 23 septembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 868 du 1^{er} décembre 1998, ayant un capital social d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- Frs).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Isabelle Balon, employée privée, demeurant à Buschdorf.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant à Echternacherbrück (Allemagne).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. - Transfert du siège social d'Esch-sur-Alzette à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.
2. - Modification afférente de l'article 3, alinéa 1^{er}, des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité, la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société d'Esch-sur-Alzette à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling, et de modifier en conséquence l'alinéa premier de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3. (alinéa premier).** Le siège de la société est établi à Luxembourg.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes, s'élève approximativement à vingt mille francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: A. Thill, I. Balon, F. Hübsch, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 février 2000, vol. 508, fol. 69, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 février 2000.

J. Seckler.

(12604/231/56) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MEDI-WAY, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 66.327.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 février 2000.

J. Seckler.

(12604/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MULTIADVISERS FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 35.719.

L'an deux mille, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MULTIADVISERS FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par Maître Réginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 janvier 1991, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 50 du 6 février 1991.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Peter Rommelfangen, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Sari Laukkanen, employée privée, demeurant à Thionville (F).

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Patrick Goebel, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. - Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. - Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. - Conversion du capital social, actuellement en LUF, en CHF à partir du 1^{er} janvier 2000.
2. - Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de convertir la devise du capital de la société de LUF en CHF au cours de 25,- LUF pour 1,- CHF, de façon à ce que le capital social actuel de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) soit établi à deux cent mille francs suisses (200.000,- CHF), représenté par 5.000 actions de quarante francs suisses (40,- CHF) chacune.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 5 (alinéa 1^{er}) des statuts:

«**Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital social est fixé à deux cent mille francs suisses (200.000,- CHF), représenté par cinq mille (5.000) actions nominatives d'une valeur nominale de quarante francs suisses (40,- CHF) par actions.»

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas sont supprimés.

Déclaration

L'assemblée entend donner effet aux résolutions qui précèdent au 1^{er} janvier 2000.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Rommelfangen, S. Laukkanen, P. Goebel, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 4 février 2000, vol. 412, fol. 76, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 février 2000.

E. Schroeder.

(12607/228/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MULTIADVISERS FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 35.719.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 février 2000.

E. Schroeder.

(12608/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MOOPY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 34.236.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 27 septembre 1999 à 11.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs démissionnaires CORPEN INVESTMENTS LTD, SAROSA INVESTMENTS LTD, Paul De Geyter, de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de leurs fonctions pendant la durée de leur mandat.

Les sociétés BRYCE INVEST S.A. et KEVIN MANAGEMENT S.A. avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et Monsieur Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg, ont été nommés comme nouveaux administrateurs et termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg en date du 27 septembre 1999

Il résulte dudit procès-verbal que M. Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur-délégué de la société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.

Luxembourg, le 14 février 2000.

Pour MOOPY S.A.

CFT TRUST S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12606/768/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

NEW STYLE HAIRDRESSER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le trente et un décembre.
Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. - Madame Ruth Dos Santos, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
2. - Monsieur Pedros Dos Santos, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, ici représenté par Madame Ruth Dos Santos, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée NEW STYLE HAIRDRESSER, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 26 septembre 1995 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 633 du 12 décembre 1995.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 5 mai 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 443 du 13 août 1997.

Les associés ont prié le notaire instrumentaire de documenter la résolution suivante:

Résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société à Ettelbruck, 92, Grand-Rue.

L'article 3 (alinéa 1^{er}) des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. (alinéa 1^{er}).** Le siège social est établi à Ettelbruck.»

Dont acte, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Dos Santos, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 7 janvier 2000, vol. 412, fol. 50, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 janvier 2000.

E. Schroeder.

(12612/228/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

NICOLUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 50, rue de Koerich.

R. C. Luxembourg B 20.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 28 janvier 2000, vol. 533, fol. 13, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour la S.à r.l. NICOLUX

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG

(12613/503/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MURENA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 58.280.

L'an deux mille, le premier février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de MURENA HOLDING S.A., R.C. Numéro B 58.280, ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 14 février 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Numéro 297 du 13 juin 1997.

La séance est ouverte à dix-sept heures sous la présidence de Madame Christel Ripplinger, maître en droit, demeurant à Manom (France).

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant Luxembourg. L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant à Mamer.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les mille deux cent cinquante actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois chacune, représentant l'intégralité du capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente Assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant

à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. - Augmentation du capital à concurrence de LUF 1.750.000,- pour le porter de son montant actuel de LUF 1.250.000,- à LUF 3.000.000,- par un apport en nature provenant d'une conversion partielle d'avance d'actionnaires et création de 1.750 actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 1.000,- chacune.

Souscription des 1.750 actions nouvelles de valeur nominale de LUF 1.000,-, soit pour un montant total de LUF 1.750.000,- par la société BRIMSBERG SECURITIES LIMITED.

2. - Décision de convertir le capital de francs luxembourgeois en euros.

3. - Modification subséquente de l'article 3 des statuts.

4. - Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un million sept cent cinquante mille (1.750.000,-) francs luxembourgeois pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois, par la création et l'émission de mille sept cent cinquante (1.750) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Les nouvelles actions ont été intégralement souscrites par:

- BRIMSBERG SECURITIES LIMITED, une société avec siège social à Lake Building, 2nd floor, Wickhams Cay I, Road Town (Iles Vierges Britanniques),

ici représentée par Madame Christel Ripplinger, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 25 janvier 2000.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Les 1.750 nouvelles actions ont été émises en contrepartie d'un apport en nature constitué par la conversion d'une partie de la créance que la société BRIMSBERG SECURITIES LIMITED, préqualifiée, a sur la société MURENA HOLDING S.A.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 modifiée, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 21 janvier 2000 par VAN CAUTER, S.à r.l., réviseur d'entreprises à Luxembourg, lequel rapport, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La valeur de la créance est constatée par ledit rapport et les conclusions sont les suivantes:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport, apport qui trouve son origine dans une créance certaine, liquide et exigible envers la société.»

Il résulte notamment dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et que rien ne s'oppose à la conversion d'un montant de 1.750.000,- francs luxembourgeois provenant de cette dette en capital social de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et de convertir la devise du capital social de francs luxembourgeois en euros au cours de 1,- euro pour 40,3399 francs luxembourgeois, de sorte que ledit capital social est fixé provisoirement à soixante-quatorze mille trois cent soixante-huit virgule zéro six (74.368,06) euros, représenté par trois mille (3.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société de cent trente et un virgule quatre-vingt-quatorze (131,94) euros pour le porter de son montant converti de soixante-quatorze mille trois cent soixante-huit virgule zéro six (74.368,06) euros à soixante-quatorze mille cinq cents (74.500,-) euros sans émission d'actions nouvelles.

Le montant de cent trente et un virgule quatre-vingt-quatorze (131,94) euros a été intégralement libéré par incorporation de bénéfices reportés, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euro.

La réalité des bénéfices reportés a été prouvée au notaire instrumentaire par le bilan de la société au 31 décembre 1999.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer la valeur nominale des actions à vingt-cinq (25,-) euros avec diminution correspondante du nombre des actions de trois mille (3.000) à deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Le Conseil d'Administration est chargé de procéder à la répartition des deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions précitées au prorata des participations respectives de tous les actionnaires.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer un nouveau capital autorisé à deux cent cinquante mille (250.000,-) euros.

Sixième résolution

Suite aux cinq résolutions qui précèdent, l'article 3, alinéas 1^{er} et 2 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. alinéas 1^{er} et 2.** Le capital social est fixé à soixante-quatorze mille cinq cents (74.500,-) euros, représenté par deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Le capital autorisé de la Société est établi à deux cent cinquante mille (250.000,-) euros, représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à dix-sept heures quinze.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Ripplinger, R. Thill, F. Stolz-Page, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 2000, vol. 122S, fol. 42, case 10. – Reçu 17.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12609/230/109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

MURENA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 58.280.

Statuts coordonnés, suivant l'acte n° 96 du 1^{er} février 2000, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

A. Schwachtgen.

(12610/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

NCA, NOUVELLES CONSTRUCTIONS ARTISANALES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlange, 35B, rue des Trois Cantons.

R. C. Luxembourg B 53.006.

L'an deux mille, le premier février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme NOUVELLES CONSTRUCTIONS ARTISANALES S.A., en abrégé NCA, ayant son siège social à L-8410 Steinfort, 38, route d'Arlon, R.C. Luxembourg section B numéro 53.006, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 novembre 1995, publié au Mémorial C, numéro 47 du 25 janvier 1996, ayant un capital social de un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- frs).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Louis Tiberi, administrateur, demeurant à Volmerange-les-Mines.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Sandra Tiberi, secrétaire, demeurant Volmerange-les-Mines.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Sandrine Turchini, secrétaire, demeurant à Volmerange-les-Mines.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. - Transfert du siège social de Steinfort à L-3961 Ehlange, 35B, rue des Trois Cantons.
2. - Modification afférente de l'article deux, alinéa premier, des statuts.
3. - Démission de RIGHTFAST Ltd comme administrateur de la société.
4. - Nomination de Madame Sandrine Turchini comme nouvel administrateur de la société.

5. - Démission de FIDUCIAIRE COMPTA PRESENT S.A. comme commissaire de la société.

6. - Nomination de FIDUCIAIRE ADC CONSEIL comme nouveau commissaire de la société.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de Steinfort à L-3961 Ehlinge, 35B, rue des Trois Cantons, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Ehlinge.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de la société RIGHTFAST Ltd, ayant son siège social à Londres, 20-22 Bedford Row (Grande-Bretagne), comme administrateur de la société.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer Madame Sandrine Turchini, administrateur de société, demeurant à F-57330 Volmerange-les-Mines, 6, rue Calusco d'Adda (France), comme nouvel administrateur de la société.

Son mandat prendra fin avec celui des autres administrateurs en fonction à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de la société FIDUCIAIRE COMPTA PRESENT S.A., ayant son siège social à L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth, comme commissaire de la société.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer la société civile FIDUCIAIRE ADC CONSEIL, ayant son siège social à L-2551 Luxembourg, 133, avenue du Dix Septembre, comme nouveau commissaire de la société.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes, s'élève approximativement à vingt mille francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J.-L. Tiberi, S. Tiberi, S. Turchini, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 février 2000, vol. 508, fol. 71, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 février 2000.

J. Seckler.

(12614/231/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

NCA, NOUVELLES CONSTRUCTIONS ARTISANALES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 35B, rue des Trois Cantons.

R. C. Luxembourg B 53.006.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 février 2000.

J. Seckler.

(12615/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PHARMA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 56.158.

Les comptes annuels au 30 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2000.

Signatures.

(12626/009/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PHARMA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 56.158.

Les comptes annuels au 30 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2000.

Signatures.

(12627/009/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PHARMA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 56.158.

Les comptes annuels au 30 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2000.

Signatures.

(12628/009/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PHARMA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 56.158.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire

qui s'est tenue extraordinairement le 31 janvier 2000 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'assemblée prend acte de la démission de M. Yvan Juchem de son poste d'administrateur et le remercie pour sa précieuse collaboration. L'assemblée nomme en remplacement Monsieur Koen Lozie, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, qui terminera son mandat venant à échéance à l'assemblée générale statutaire de 2002.

Pour copie conforme

Signature

Signature

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12629/009/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

OLIVETTI GROUP

(maison mère de OLIVETTI INTERNATIONAL S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme).

Siège social: Italie, Ivrea.
R. C. Ivrea (Italie) N° 158.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 8, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg S.A.

Signature

Signature

(12617/029/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PARFIX, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 64.384.

Le bilan de la société au 31 décembre 1998 ainsi que l'affectation du résultat, enregistrés à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 2, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(12623/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

NATIONAL PROJECT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 65.711.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 1999 et avec effet au 1^{er} janvier 1999, le capital social de la société a été converti de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents), divisé en 1.250 actions (mille deux cent cinquante) sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Le capital autorisé a été converti du LUF 60.000.000,- en EUR 1.487.361,15 (un million quatre cent quatre-vingt-sept mille trois cent soixante et un euros et quinze cents), et sera valable jusqu'au 19 octobre 2003.

Luxembourg, le 23 février 2000.

Pour NATIONAL PROJECT S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
P. Frédéric S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2000, vol. 534, fol. 8, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(12611/006/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

O.I.F., OPERATIONS IMMOBILIERES ET FINANCIERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 55.199.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 25 février 2000, vol. 534, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Par ailleurs, il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 24 janvier 2000 que FIDUCIAIRE DU VAL FLEURI a été remplacée en tant que commissaire aux comptes par FIDEI REVISION.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, février 2000.

Signature.

(12616/727/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

ONDINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 45.613.

EXTRAIT

Par lettre recommandée adressée le 10 février 2000 à la société ONDINE S.A., dont le siège social a été transféré à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en date du 10 février 2000, la société FIDUCENTER S.A., Société Anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a dénoncé de plein droit son contrat de domiciliation avec ladite société ONDINE S.A.

Pour extrait conforme
FIDUCENTER S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2000, vol. 533, fol. 93, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(12618/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PACIFIC FINANCE (BIJOUX) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 48.314.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire qui s'est tenue le mardi 19 mai 1998 à Luxembourg

Résolution

L'assemblée générale ratifie, à l'unanimité, la nomination par le conseil d'administration du 27 février 1998, de M. Jean-Marc Heitz, au poste d'administrateur de la société en remplacement de M. Louis Bonani administrateur décédé, dont il terminera le mandat.

Son mandat viendra donc à échéance à l'assemblée générale statutaire de l'an 2000.

Pour copie conforme
Signature Signature
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(12620/009/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PARGINOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 54.717.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 10 février 2000

Acceptation de la démission de Monsieur Jean Bintner et décharge lui est donnée jusqu'à ce jour.

Acceptation de la nomination de Monsieur Philippe Wahl, demeurant au 35, Via Marco Aurelio, I-00184 Rome, comme administrateur avec effet ce jour. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée de 2001.

Pour la société
PARGINOR S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2000, vol. 533, fol. 96, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12624/005/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

PICTET TARGETED FUND.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.657.

Le Règlement de Gestion de PICTET BALANCED FUND au 31 décembre 1999 a été enregistré à Luxembourg, le 22 février 2000, vol. 533, fol. 99, case 11 et a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Luxembourg, le 25 février 2000.

M.-C. Lange
Mandataire Commerciale

(12630/052/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

POONA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.117.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2000.

Signatures.

(12631/009/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.

POONA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.117.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire
qui s'est tenue le 12 avril 1999 à 11.00 heures à Luxembourg*

L'Assemblée Générale Statutaire décide de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes et de Messieurs Bernard Ewen et Jean Reuter, Administrateurs.

L'Assemblée prend acte de la démission de M. Yvan Juchem de son poste d'Administrateur et le remercie pour sa précieuse collaboration. L'Assemblée nomme en remplacement:

Monsieur Koen Lozie, Administrateur de Sociétés, demeurant à Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de 2000.

Pour copie conforme
Signature Signature
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2000, vol. 534, fol. 3, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12632/009/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2000.
